



DRYLANDS RESEARCH

## **Working Paper 26**

# **ÉVOLUTIONS À LONG-TERME DE L'ORGANISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION DE MARADI**

**Marthe Diarra Doka**

2001

Drylands Research  
Crewkerne, Somerset, Royaume-Uni

*La première version de ce profil a été préparé pour l'atelier sur les rapports entre politiques gouvernementales et investissements paysans dans les régions semi-arides, tenu à Maradi (Niger) le 21 juin, 2000.*

Les recherches présentées dans le présent document de travail s'inscrivent dans le cadre de **L'Étude de Kano-Maradi sur les évolutions à long terme**, financée par l'Economic and Social Committee on Research (ESCOR) du Department for International Development (DFID), ministère britannique du développement (Projet R7221) et la Fondation Leventis. Les informations fournies et opinions exprimées n'engagent en aucune manière le DFID ou la Fondation Leventis.

ISSN 1470-9384

© Drylands Research 2000

Mise en page : Drylands Research. Impression : Press-tige Print, Crewkerne.  
Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ni transmise sous une forme ou par un moyen quelconque (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans l'autorisation préalable et écrite de l'éditeur.

## Préface

Les documents de travail du Drylands Research présentent en version préliminaire les résultats d'études entreprises en association avec des chercheurs et institutions partenaires.

Le présent document de travail s'inscrit dans le cadre d'une étude visant à établir les liens entre modifications à long terme de l'environnement, croissance démographique et évolutions technologiques, et à repérer les politiques et les institutions aptes à favoriser un développement durable. Cette étude se situe dans le prolongement d'un projet entrepris par l'Overseas Development Institute (ODI) dans le district de Machakos, au Kenya, dont les résultats préliminaires ont été publiés par l'ODI en 1990-1991 dans une série de documents de travail. Ces travaux ont également donné lieu à un ouvrage (Mary Tiffen, Michael Mortimore et Francis Gichuki, *More people, less erosion : environmental recovery in Kenya*, John Wiley, 1994), présentant une synthèse et une interprétation de la dynamique du développement physique et social à Machakos. Cet ouvrage fait état d'un ensemble d'hypothèses et de recommandations en matière de politiques qu'il est nécessaire de tester dans d'autres milieux semi-arides de l'Afrique. A l'aide de méthodologies compatibles, quatre études ont été parallèlement menées dans les pays suivants :

Kenya	District de Makueni	
Sénégal	Région de Diourbel	(en association avec l'ISRA et le CSE)
Niger	Département de Maradi	(en association avec l'ODI et l'Université Abdou Moumouni, Niamey)
Nigeria	Région de Kano	(en association avec l'ODI et Ahmadu Bello University, Zaria)

Une série de documents de travail et une synthèse étaient produites pour chaque étude et passées en revue dans le cadre d'ateliers nationaux. La synthèse générale était examinée à l'occasion d'un atelier international organisé à Londres en janvier, 2001.

Dans la série consacrée au Niger et Nigeria, les auteurs se sont penchés sur les évolutions à long terme de l'agriculture et du monde rural afin d'établir des liens entre celles-ci et les investissements consentis par les petits exploitants dans la région de Maradi au cours de la période 1960-2000.

M. Michael Mortimore est Responsable des recherches. Il est assisté par son collègue Mme Mary Tiffen. Le Chef de l'équipe nigérienne est le Dr Yamba Boubacar de l'Université Abdou Moumouni. Ils peuvent être contactés aux adresses suivantes :

Michael Mortimore  
Cutters' Cottage, Glovers' Close  
Milborne Port, Sherborne DT9 5ER

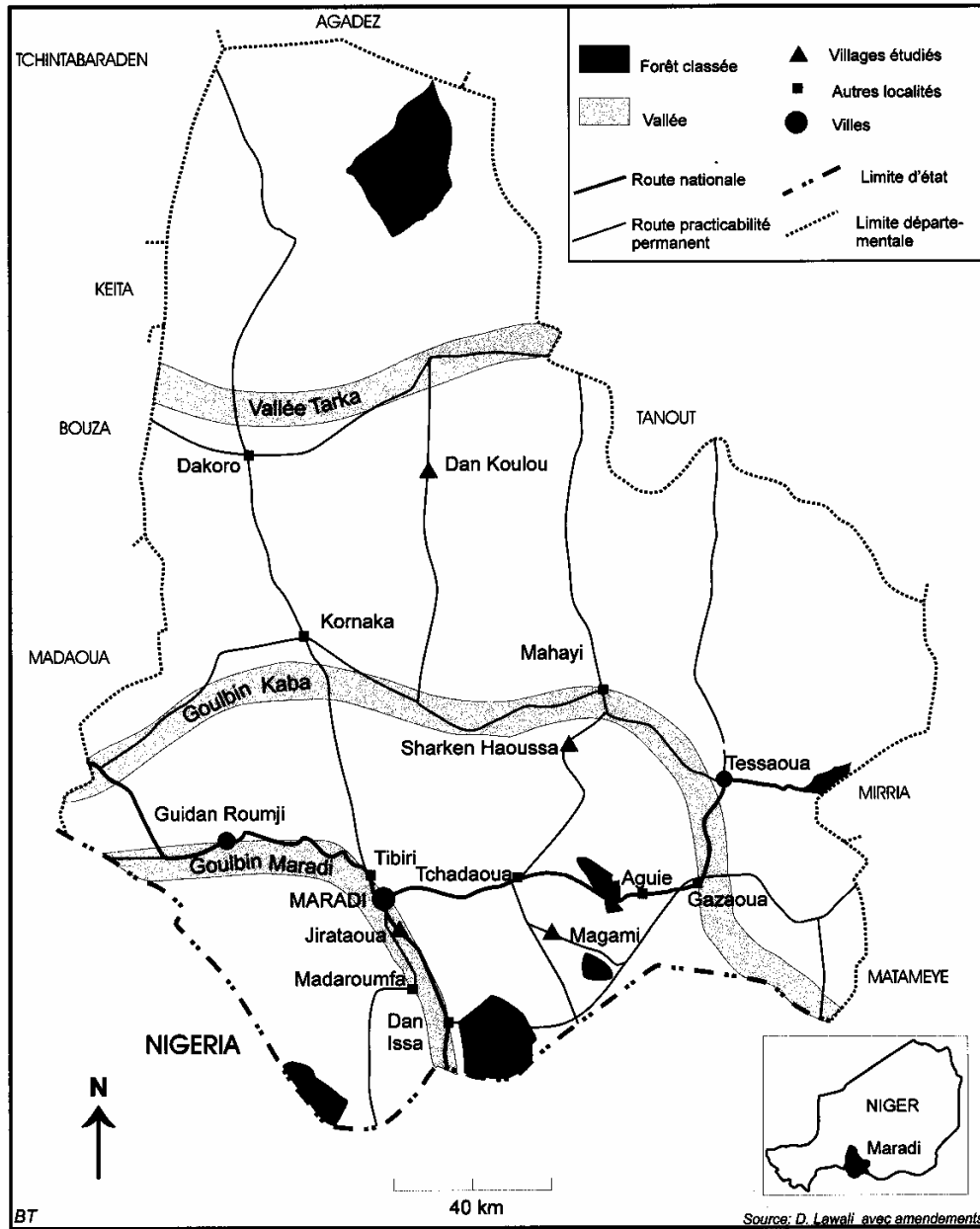
Mary Tiffen  
Orchard House, Tower Hill Road  
Crewkerne, Somerset TA 18 6BJ

*Courrier électronique :*  
Mikemortimore@compuserve.com  
Mary@marytiff.demon.co.uk

Dr Yamba Boubacar  
Faculté des Lettres et Sciences Humaines  
Université Abdou Moumouni  
BP 10960  
Niamey  
République du Niger

*Courrier électronique :*  
Depgeo@intnet.ne

# Carte



## Résumé

Ce document traite des principaux changements qui se sont produits au niveau des structures économiques et sociales des ménages dans le département de Maradi depuis les années 1960. La nucléarisation de la famille est liée à l'importance croissante prise par la formation des revenus individuels, qui est elle-même associée au déclin de la production collective dans les champs *gandu*. L'individualisation de la formation des revenus a été accompagnée par une évolution similaire sur le plan de la prise de décision, l'influence des chefs d'exploitation diminuant par rapport à celle d'hommes plus jeunes gagnant plus d'argent.

La polygamie est plus répandue parmi les hommes jeunes, peut-être en raison de l'exercice d'activités non-agricoles permettant de générer plus de revenus. L'institution du mariage a également évolué et le divorce est de nos jours une pratique plus courante.

La prise de décision est de plus en plus assumée par les femmes. Lorsque les hommes sont absents de l'exploitation, elles assument la fonction de chef d'exploitation, et même lorsqu'il y a des hommes elles participent de plus en plus à la prise de décision. Les activités qu'elles exercent sont le travail salarié, le petit commerce et la production vivrière pour la satisfaction des besoins alimentaires du ménage.

La plupart des ménages dans le département de Maradi entreprennent des activités génératrices de revenus plus variées, notamment le petit commerce, la culture de rente, l'élevage, l'approvisionnement en eau, la fabrication de briques, et les services (tels que le travail salarié, la réparation d'équipements, tailleur, charpentier etc.). La migration masculine est devenu un des éléments principaux influençant la formation des revenus des ménages et de nombreuses familles dépendent à l'heure actuelle de l'apport des migrants pour assurer leur subsistance pendant l'année. C'est une pratique courante dans tout le département et il s'agit de plus en plus d'une migration transfrontalière.

Les investissements sont plus diversifiés. Les hommes tendent à investir dans la production agricole, notamment la culture de rente, tandis que les femmes investissent souvent dans l'élevage ou dans des dépenses sociales telles que le mariage etc. Beaucoup d'activités génératrices de revenus exercées par les femmes sont financées grâce à des méthodes traditionnelles d'épargne (*biki*, *adashé*) ou à des revenus agricoles, bien que l'une des principales contraintes affectant l'investissement des femmes soit l'accès à des fonds suffisamment importants. L'éducation est considérée comme étant importante pour des raisons culturelles plutôt qu'économiques. Les familles investissent dans l'enseignement coranique ou publique. Bien que les écoles publiques soient plus fréquentées, de nombreux enfants ne terminent pas leurs études. Les programmes d'alphabétisation en Hausa jouent un rôle de plus en plus important.

## Abstract

This paper outlines the main changes in the social and economic structure of households in Maradi Department since the 1960s. Nuclearisation of the family is linked to the increasing importance of individual income, itself associated with the declining importance of communal production on *gandu* fields. Individualisation of income generation is paralleled in decision-making, with household heads losing influence to younger men who earn more off-farm.

Polygamy is more widespread amongst the young than old, possibly due to the wealth generated through non-farm activities. Marriage patterns are also changing, with divorce becoming more common. Around one third of women interviewed in the villages surveyed have been divorced at least once.

Decision-making by women has increased. In the absence of men they assume the role of main farm manager, and even where men are present women have an increased decision-making role. Women's incomes are becoming more important in the maintenance of total household incomes. Their activities extend to paid labour, petty commerce and food production for family consumption.

Most households in Maradi Department are involved in a wider range of income-generating activities than they were in the past. These include the petty trade of goods, cash crops, livestock, water, bricks and the provision of services such as labour, machinery repair, tailoring and carpentry. Male migration has become a key component of household income and many families depend on migration-derived income to survive out the year. It is now a widespread practise throughout the Department and is increasingly cross-border.

Investments have become more diversified. Men tend to invest in agricultural production such as cash crops, while women often invest in livestock and social investments. Many income generating activities by women are financed by traditional savings (*biki*, *adashé*) or agricultural income, though access to large amounts of capital is a key constraint to women's investment.

Education is valued for cultural rather than economic reasons. Families invest in both Quranic and state education. Though the latter has higher attendance it also has very high dropout rates. The role of literacy programmes in Hausa is growing in importance. Agents of the state are the main sources of agricultural innovations in the study villages, and youth are important sources of non-environment related innovations (clothes, bikes, radios, style, etc.).

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
1.1	Objets.....	1
1.2	Méthodologie du travail .....	2
1.3	Echantillonnage .....	2
1.4	Présentation du cadre d'étude .....	2
<b>2</b>	<b>STRUCTURE FAMILIALE.....</b>	<b>6</b>
2.1	La grande famille et la famille restreinte.....	6
2.2	Evolutions des rôles des hommes et des femmes dans les ménages .....	12
2.3	Rôles des hommes et des femmes dans les activités non agricoles .....	14
<b>3</b>	<b>EDUCATION .....</b>	<b>18</b>
3.1	Education coranique .....	19
3.2	École publique .....	20
3.3	Education donnée aux filles et aux garçons.....	23
3.4	L'éducation traditionnelle.....	23
3.5	L'éducation aujourd'hui selon notre échantillon.....	24
3.6	Education à Maradi et au Niger.....	26
3.7	L'alphabétisation.....	26
3.8	Evolution dans les modes d'accès aux informations .....	28
3.9	Conclusion .....	29
<b>4</b>	<b>EVOLUTION DES ACTIVITES COMMUNAUTAIRES .....</b>	<b>30</b>
<b>5</b>	<b>EVOLUTIONS DES INVESTISSEMENTS VILLAGEOIS .....</b>	<b>30</b>
<b>6</b>	<b>CONCLUSION.....</b>	<b>31</b>
	<b>ANNEXE .....</b>	<b>34</b>
	<b>RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>35</b>

## **L'auteur**

Marthe Diarra Doka est une sociologue attachée de recherches à l'Institut de Recherches en Sciences Humaines (IRSH) de l'Université Abdou Moumouni Dioffo de Niamey, où elle a fait nombreux travaux de consultations dans le cadre d'évaluations d'actions de développement et d'études de faisabilité. Elle a fait ses études à l'Université de Toulouse I et II, 1975-1981, et a reçu son Diplôme d'Etudes Approfondies en Sociologie du développement de l'Université de Nancy en 1985.

Adresse : IRSH, BP 318 Niamey.

Courrier électronique : doka@intnet.ne

## **Sigles et acronymes**

ADF:	African Development Forum
AEP:	Adduction d'eau potable
CARE:	Co-operation for Assistance and Relief Everywhere
UNICEF:	United Nations Children's Fund



# 1 INTRODUCTION

## 1.1 Objets

Ce travail de recherche s'inscrit dans une perspective plus large qui tente d'appréhender les changements et leurs déterminants dans une dynamique évolutive afin de mieux comprendre la logique interagissante entre l'environnement physique, écologique, économique... et le social. La présente étude a pour objectifs d'identifier :

- les évolutions très significatives ou la tendance évolutive dans : la structure de la famille, les rôles des femmes et des hommes dans le travail et leur rôle dans la planification des activités et des investissements ;
- l'évolution des activités des groupes ou activités communautaires des hommes, des femmes et des jeunes (filles et garçons), etc. ;
- les évolutions dans les modes d'accès aux informations et formation et à l'expression des opinions. Le processus adopté ou utilisé par les parents dans le développement des aptitudes et des attitudes, ainsi que la participation des enfants dans les différents systèmes éducatifs (étatique, coranique, apprentissage informel, etc.) ;
- l'évolution de l'impact de l'éducation sur la génération des revenus autres que ceux provenant de l'agriculture et de l'élevage (à l'intérieur et/ou à l'extérieur du village) ; l'impact de ces revenus sur les investissements faits par le ménage et sur l'éducation des enfants.

La problématique de ce travail est : « lorsque les terres deviennent de plus en plus rares à cause notamment de la croissance démographique, les hommes et les femmes investissent davantage pour l'amélioration des rendements agricoles et/ou pastoraux. Ceci suppose, cependant, que les politiques nationales n'entravent pas cette adaptation naturelle ».

Plusieurs hypothèses s'articulent autour de cette problématique qui devront permettre une analyse sociale et économique des changements observés dans les villages étudiés :

- a) L'accroissement de la population contribue aussi à un développement des marchés qui favorise une croissance du secteur non agricole et une diversification des activités non agricoles financées par les revenus agricoles.
- b) La réussite des activités est basée sur la qualité des informations disponibles (sur la demande des marchés, les prix, etc.) et sur la bonne gestion des entreprises agricoles et non agricoles qui est, elle aussi, tributaire des informations pour pouvoir adapter, changer, choisir parmi les diverses technologies, cultures, etc. du savoir-faire et du jugement pour calculer les coûts, les bénéfices et évaluer les risques.
- c) L'information et le jugement peuvent être développés par plusieurs moyens - les écoles publiques, les centres d'apprentissage, la vulgarisation agricole, et aussi les échanges, les écoles coraniques, le travail, etc.- qui donnent l'opportunité d'apprendre de nouvelles informations sur les cultures, les technologies appropriées, les marchés, etc.

- d) L'accès à l'éducation et à l'information a un coût et les familles pauvres doivent souvent faire un choix pour investir leur petite épargne dans l'éducation, l'agriculture ou les activités non agricoles.
- e) La fréquentation de l'école publique et de l'école coranique par les enfants correspond aux aspirations des parents et les deux systèmes coexistent dans tous les villages échantillonnés. Le devenir social de l'enfant devant être essentiellement assuré par l'une ou l'autre ou encore par les canaux de l'éducation traditionnelle.

## 1.2 Méthodologie du travail

L'étude a été basée sur une approche qualitative ; le travail a été fait à l'échelle du ménage et du village. La collecte des informations auprès de douze ménages par village a été précédée par une recherche documentaire qui a fourni peu de données de base ; l'étude principale de référence (Raynaud, 1980) elle-même ne couvrait pas tous les axes concernés par ce travail. Aussi, l'enquête de terrain a dû pour contourner cette difficulté collecter, identifier et situer des événements collectifs comme repères ; ils sont souvent liés à l'écologie (sécheresse de 1973, 1984), à la politique nationale (indépendance politique en 1960, première prise de pouvoir par l'armée en 1974, à la vie du village, etc.). Ceci a permis de procéder à une analyse comparative pour comprendre l'évolution des changements liés à la pression démographique, leurs impacts et de faire des projections.

## 1.3 Echantillonnage

Les enquêtes au niveau collectif et individuel tiennent compte de l'importance des évolutions significatives observées dans la structure familiale pour les aspects globaux et des entretiens individuels pour déceler les changements plus timides observables dans les cas isolés, comme pour certaines activités économiques nouvellement exercées par des femmes ou des hommes, et ceux liés aux rôles et rapports existants entre les différents groupes (selon le sexe ou l'âge). Le choix des douze ménages par village a été fait au hasard en fonction de la disponibilité des paysans qui étaient en pleins travaux agricoles pendant la période des investigations. La disponibilité des chefs des *guida* comme critères de choix a favorisé les **grandes familles** du fait du plus grand nombre de personnes actives, et de leur possibilité à exempter certaines personnes, souvent les plus âgées, des travaux champêtres. L'échantillon, qui peut paraître faible, a permis de cerner et d'analyser les changements sociaux, même s'il reste difficile d'apprécier leur importance quantitative au sein de la communauté villageoise ; notons que le but de l'étude vise plutôt une appréciation qualitative.

## 1.4 Présentation du cadre d'étude

Le cadre géographique de cette étude couvre quatre villages du département de Maradi à savoir Dan Kullu et Sharken Hausa pour l'arrondissement de Mayahi, Magami dans l'arrondissement d'Aguié et Jiratawa dans celui de Madarounfa. Ils sont tous rattachés administrativement à Maradi qui est un véritable carrefour des échanges commerciaux entre Niamey la capitale à l'ouest, le département de Zinder à l'est, le département de Tahoua au Nord et le Nigeria au sud. Ils sont tous les quatre situés dans la zone agricole, à différentes échelles géographiques et zones écologiques. Tous les villages sont sur une route latéritique (Dan Kullu seulement depuis 1990) et sont dotés d'une école primaire et un centre de santé. Les principales activités économiques de ces villages sont, bien

entendu, l'agriculture, l'élevage auxquelles s'ajoutent diverses activités commerciales (échanges avec le Nigeria, Maradi...) et artisanales (tissage des nattes, confection des cordes, forge, poterie). L'Annexe 1 en donnent les détails.

Les villages ont été choisis à cause de l'existence des données historiques, (études de Nicolas *et al.* (1968) sur Jiratawa, et plusieurs études de Raynaut et ses collègues Grégoire et Miranda sur Dan Kullu, Sharken Hausa et Magami, 1980-1988). Les villages sont présentés ici du nord jusqu'au sud, en fonction de leur rang pour la densité de la population, leur accès aux marchés et leur avantage agro-écologiques. Nos hypothèses supposent que la rareté des terres a des effets sur l'évolution sociale et qu'on peut observer cette évolution soit dans le même village au cours des années, soit dans la même année dans les villages plus ou moins caractérisés par la rareté des terres et le bon accès aux marchés. Comme a dit Miranda (1980) « S. Hausa et Magami préfigurent certainement l'avenir d'un village comme Dan Koulou ».

L'histoire de ces villages s'inscrit dans celle de l'ethnie hausa repartie principalement dans le nord du Nigeria et le sud du Niger. Ce sont des anciens sites (Jiratawa créé il y a 400 ans, Dan Kullu 120 ans, Sharken Hausa 150 ans et Magami 120 ans) peuplés suite à des brassages des différentes communautés originaires de régions variées et parfois lointaines. Les unes viennent de Bornou, les autres du Gobir et du Katsina. On y trouve aussi des Aderawa et des peuls de Sokoto.

L'islam, introduit depuis longtemps dans ces villages qui étaient de tradition animiste, touche depuis environ quarante ans toute la population. Ce phénomène de conversion générale date seulement de 25 ans à Dan Kullu. L'islam a une grande emprise sur les jeunes migrants en particulier. A Jiratawa certaines pratiques animistes (sacrifice de poulet au début et à la fin de l'hivernage, à l'engrenage et à l'ouverture des greniers...) ont complètement disparu depuis une vingtaine d'années.

#### *Les quatre villages étudiés*

**Dan Kullu**, village administratif, arrondissement de Mayahi (densité moyenne 33/km<sup>2</sup> en 1988)

Situé dans le canton de Mayahi, dans la frange nord du département de Maradi, à 5 km de la zone pastorale, ce village administratif enregistre au plus 350 mm de pluie par an ; sa population pratique les cultures de mil, niébé sur l'erg sableux et du sorgho dans les cuvettes inondables argilo-sableuses. La vocation est ici essentiellement pastorale compte tenu de la précarité de l'agriculture ; et malgré sa population de 1693 habitants repartie en 236 ménages (MP, Niger, 1991) l'accès à la terre reste encore aujourd'hui facile, les réserves foncières étant prélevées dans la zone pastorale. La densité de la population est ici moindre qu'à Sharken Hausa, dans le même canton. Mais on constate tout de même des pratiques telles que le prêt de terre depuis 5 ans et l'achat de terre depuis un an seulement.

Les produits agricoles et pastoraux sont commercialisés au village à toutes les périodes de l'année. Le bétail a été conduit au Nigeria depuis une trentaine d'années. Le petit commerce de condiments et la vente d'habits sont apparus il y environ deux décennies, la couture depuis une trentaine d'années (il y a cinq ateliers de couture), les gozammaï (matrones ?), il y a 20 ans, la vente d'eau (5 ans) le commerce boutiquier avec articles

divers (4 ans), le moulinage (3 ans), l'embouche sur crédit (8 ans) et le *baréma* (salarariat agricole).

**Sharken Hausa**, village administratif, arrondissement de Mayahi (densité moyenne 33/km<sup>2</sup> en 1988)

Plus fortement peuplé, Sharken Hausa, est situé pleinement dans la zone agricole du canton de Mayahi et reçoit environ 450 mm de pluie par an. Le niveau de fertilité des sols, souvent sableux, est préoccupant parce que la croissance démographique accélérée par la migration rend très difficile l'accès à la terre. On assiste à de nouvelles pratiques foncières (voir Yamba, 2000). La population était de 1535 habitants pour 201 ménages (MP, 1991) et de 4500 habitants en 1998 selon le recensement effectué par le Projet de Développement Rural de Mayahi. La densité est plus forte que la moyenne pour ce canton.

Les principales infrastructures socio-économiques du village sont: une mini AEP (adduction d'eau potable), deux puits traditionnels, un centre de santé intégré, une école, une dizaine de mosquées, un marché, sept grandes boutiques, deux moulins, onze ateliers de couture et des forges. Le village a reçu un forage en 1992 et une fontaine en 1997.

Les activités commerciales se composent du petit commerce féminin et du gros commerce masculin (boutiques). Par ailleurs, il existe des ateliers de couture un peu partout dans le village, des moulins, la vente d'eau et la petite restauration. Il y a aussi des pileuses moyennant rémunération. Le marché du village qui se tient le jeudi constitue un pôle d'attraction commercial puisqu'il est beaucoup fréquenté, vu la diversité d'articles et de produits qu'il propose.

**Magami**, village administratif, arrondissement de Aguié (densité moyenne 61/km<sup>2</sup> en 1988)

Ce village est situé dans la frange sud du département et fait frontière avec le Nigeria. Magami reçoit environ 600 mm de pluie par an ; la végétation de type soudanien permet la pratique de cultures intensives dont certaines sont souvent en association. Le problème majeur est ici l'insuffisance des terres agricoles (pas de terres libres depuis environ 30 ans) ce qui ne favorise pas l'autosuffisance alimentaire et suscite parallèlement une dynamique commerciale dans la zone du fait de sa position géographique à proximité du Nigeria. Le prêt de terre se fait entre parents et ne dépasse pas 3 ans depuis 10 ans. Ce manque de terre se montre par la forte transaction sur les champs (voir Yamba, 2000). La vente des champs a commencé avec la sécheresse de 1984, même pour les champs les plus proches du village ; et dès 1989, la délivrance des actes de cession par le chef du village, a été introduite pour valider les ventes, compte tenu de l'importance de cette transaction.

Avec sa population de 1054 habitants pour 161 ménages en 1988 (MP, 1991) et de 2764 habitants en 1998 (Service d'Arrondissement du Plan, Aguié, 1998), il est le plus petit village des quatre retenus pour cette étude. Mais il jouit de son propre marché depuis 1949 et profite du commerce transfrontalier. Le marché du village est l'un des premiers de la zone et on y trouve des produits et articles locaux et étrangers (Nigeria) et surtout du bétail. Il est beaucoup fréquenté et c'est à lui que le village doit

aujourd'hui sa renommée. Auparavant, les commerçants nigériens venaient se ravitailler en produits céréaliers et en bétail au niveau du marché de ce village, mais à partir de 1984, avec la fermeture de la frontière nigérienne, la tendance s'est inversée et ce sont les commerçants de Magami qui exportent maintenant vers le Nigeria; ils ramènent des produits manufacturés, du pétrole, de la farine de manioc, du savon en poudre, des fruits et légumes, et des tubercules. La réalisation d'une piste rurale, à cette même période, a favorisé le développement des activités commerciales. La vente de la bière locale est une activité génératrice de revenus à Magami.

De nos jours, les habitants exercent des métiers traditionnellement réservés aux hommes de certaines familles comme la poterie, la boucherie, la forge, etc. D'autres activités nouvelles sont effectuées comme la vente d'eau, de briques, la réparation de radios, de motos, de vélos ; il y a en outre des tailleurs, des meuniers, etc. La confection des nattes et des cordes est délaissée aux plus âgés.

Il est à noter que les hommes étaient de gros trafiquants de cola, de pagnes (zabiri sosa), de marmites en terre cuite, du piment et du coton il y a 40 ans. Le trafic se faisait la nuit et les produits étaient transportés sur la tête. Cependant de nos jours, les véhicules facilitent tout. De nouvelles activités ont surgi depuis une vingtaine d'année: la vente d'eau ( 25 ans ) , le petit commerce de condiments; les friandises (*ridi, tofi*, appris auprès des épouses des enseignants venues d'ailleurs), galettes à la sauce (depuis 15 ans) , ventes d'habits et de pagnes, tricotage ( au crochet) appris au collègue à Aguié; vente de bois et de briques ( depuis trois ans).

**Jiratawa**, village administratif et chef-lieu du canton, arrondissement de Madarounfa (densité moyenne 52/km<sup>2</sup> en 1988)

Situé dans la zone centrale du département de Maradi, ce village est caractérisé par des contraintes climatiques modérées, des sols dunaires et argileux ; il reçoit environ 500 à 600 mm de pluie par an. La population du village est estimée à 4126 habitants (MP, 1991) ; elle était de 2418 habitants en 1968 quand « les conséquences de cet accroissement [de la population] ne sont pas dramatiques pour le moment car il reste une superficie de terres incultes suffisantes pour y répondre pendant quelques années encore » (Nicolas *et al.*, 1968). C'est le chef lieu d'un canton qui connaît dans l'ensemble une grande croissance démographique : de 9 439 habitants en 1968 (Nicolas *et al.*, 1968 ), à 29 889 habitants en 1988 (MP, 1991 ). Aujourd'hui, la grande pression sur ces terres de culture est accrue (Yamba, 2000). Ce village situé à 6 km de Maradi est impliqué dans une économie de marché très monétarisée (transactions des terres depuis plus de 30 ans, salariat agricole, traite de l'arachide, plusieurs magasins). La densité aux environs de Jiratawa est sûrement au-dessus de la moyenne pour l'arrondissement. Il a eu son marché depuis 1949 et aujourd'hui est doté de 4 moulins, une pharmacie et d'autres petites entreprises. Il a une station de Nigelec pour l'électricité depuis 1998. Les activités commerciales sont très diversifiées à Jiratawa. Le petit commerce des femmes est très développé ainsi que la restauration. Les hommes vendent l'eau, font la boucherie, le moulinage, la couture et le gros commerce. Les activités artisanales sont surtout pratiquées par les hommes. Ils font le tissage des nattes, la forge, la confection des cordes et la poterie.

Son périmètre irrigué (ouvert en 1981) permet la pratique de culture hivernale (sorgho, mil, maïs, gombo, piments, arachide et coton sur la moitié du périmètre), et des cultures

de décrue (oignon, blé, tomate, salade, poivrons, piment, manioc, etc.). Il y a 1092 exploitants dont 94 femmes. Les produits sont essentiellement écoulés sur le marché de Maradi, sauf pour le coton qui est vendu par la coopérative à la Société Cotonnière du Niger ; quant au blé, il est acheté par les Moulins du Sahel qui depuis deux ans ne garantissent pas cette commercialisation. Mais cette situation est sur le point de trouver un début de solution à travers une prochaine réhabilitation physique et institutionnelle du périmètre par la Banque Islamique.

Selon les villageois, les changements sont globalement positifs : la charrue a réduit la peine du travail agricole, les cultures de contre-saison ont permis l'accroissement des revenus, le transport est facilité avec les charrettes, le vélo permet même aux enfants de se rendre à Maradi alors qu'avant les déplacements se faisaient à pied, à dos d'âne ou à cheval. La toute récente électrification du village permet l'utilisation de certains appareils (télévision, réfrigérateur...).

## 2 STRUCTURE FAMILIALE

### 2.1 La grande famille et la famille restreinte

L'unité de base sociale en pays haoussa est le *guida*. Cela veut dire un ensemble d'habitations qui sont dans une même cour dans laquelle peuvent habiter soit un homme marié, soit plusieurs hommes mariés, chacun avec son propre ménage. Dans le dernier cas c'est une grande famille, et le *mai guida* (chef de famille) est normalement l'homme le plus aîné, les autres hommes mariés étant normalement ses fils ou quelque fois, un frère cadet. Il y a toujours des transitions entre ces deux types de famille : sur le décès de son père, un jeune homme peut être le chef d'une famille restreinte, avec seulement son épouse (ou épouses) et ses enfants. Quand ses fils se marient la famille devient une grande famille si les fils restent dans la *guida*. Jusque dans les années 1980<sup>1</sup> la grande famille constituait l'idéal et le modèle prépondérant de regroupement familial. Sutter (1982) a noté que la grande famille tendait à éclater en des familles restreintes si:

- les revenus non-agricoles deviennent plus importants (les revenus non-agricoles appartiennent toujours à celui ou à celle qui les ont gagnés) ;
- le chef de *guida* ne peut pas faire face aux besoins monétaires de la famille ;
- le chef de *guida* n'a qu'une petite exploitation.

La première et la deuxième de ces conditions deviennent beaucoup plus fréquentes pendant les périodes de sécheresses, comme au début des années 1970. Les villageois disent aussi qu'une transformation sociale s'est opérée suite à la sécheresse de 1984 qui avait suscité des départs massifs en exode non seulement des jeunes hommes mais aussi des chefs de ménages, des chefs des grandes familles et même dans des cas extrêmes, comme à Dan Kullu, du chef de village qui est parti au Tchad. Les femmes ont dû suivre l'exemple des hommes en quittant les villages avec leurs enfants pour les villes

---

<sup>1</sup> Repère situé en rapport avec la sécheresse de 1984

proches ; la pratique de migration chez les femmes représente un changement radical dans la stratégie de survie des communautés villageoises.

Cette situation a surtout touché les exploitations déjà vulnérables, dans lesquelles l'autorité du chef de famille et / ou du chef d'exploitation est mise en question du fait de son incapacité admise à remplir ses devoirs à l'endroit des membres de la famille qui eux continuent à fournir les mêmes efforts dans le travail agricole et en outre à travers la migration pour garantir un revenu substantiel à la famille. On assiste alors à une situation de déséquilibre où ceux qui garantissent la survie familiale par des apports non agricoles n'ont aucun pouvoir de décision sur les affaires sociales et économiques qui les concernent directement.

La persistance relative de cette situation a conduit ces exploitations vers une dislocation de la grande famille expliquée selon la population par la nécessité de partager les risques. Ce partage de risques a donné lieu à l'apparition d'une multitude de familles restreintes composées du père, de la mère et des enfants (parfois des enfants adoptifs) et en outre à un morcellement des exploitations agricoles qui a surtout touché les familles les plus pauvres.

La famille restreinte d'un ménage est plus viable du fait de la diminution de la charge économique et de l'autonomie sociale qui favorise l'émergence des initiatives individuelles, surtout par les jeunes hommes. Le ménage est défini par CARE comme étant « une unité domestique, ceux qui vivent ensemble la plupart du temps, avec des responsabilités collectives dans le domaine de la production, de résidence, de consommation et d'usage des revenus. » (CARE, 1998). Les familles souches ou familles d'origine gérées par un homme âgé sont généralement devenues moins influentes et plus dépendantes des familles dérivées ou ménages. Ce phénomène de dépendance des vieux aux jeunes a toujours existé mais il est maintenant devenu plus manifeste avec l'éclatement de la grande famille qui symbolise une disqualification des vieux au plan économique et spirituel.

Le chef de la grande famille retenait quelques champs comme champs collectifs, *gandu*, dont la production devait soutenir toute la famille au moins pendant la période de travail agricole. Il devait aussi payer les coûts de mariage pour ses fils, leurs impôts, et les coûts des autres cérémonies familiales. Il donnait des petits champs personnels (*gamana*) à ses épouses et ses fils adultes, pour leurs revenus privés.

Le partage des *gandu* peut être antérieur à la dislocation de la famille. Nicolas *et al.* (1968) ont noté déjà à Jiratawa :

L'individu dispose au sein de cette société si différenciée, d'une grande indépendance. Chacun possède des biens personnels et des champs ou *gamana* dont le revenu lui appartient en propre. La superficie de ces champs individuels tend constamment à augmenter au détriment des champs collectifs du *guida* (*gandu*) qui sont cultivés en commun...

La grande famille (et les champs *gandu*) existe encore à Jiratawa et à Dan Kullu alors qu'elle a disparu dans les deux autres villages ; on peut s'étonner que Jiratawa et Dan Kullu aient le même comportement social sur cet aspect alors qu'ils ont des positions géographiques opposées. Mais à Jiratawa, les champs *gandu* sont devenus assez rares.

Le village compte une population de 7050 habitants selon le recensement administratif de 1999 effectué par la collectivité de Madarounfa. Le recensement a trouvé environ 40 grandes familles constituant chacune une unité d'habitation, mais qui avaient plusieurs exploitations, dont une par ménage qui y habite. Seules trois familles dans le village exploitent une unité de production commune ou *gandu* (champ familial) à tous les membres de la famille. Dans les trois il y avait deux types de gestion des grains :

- une gestion de la production basée sur une attribution journalière des grains à chaque ménage ; le chef de famille, son épouse ou un fils sont habilités à servir les épouses des différents chefs de ménages ;
- une gestion commune à travers la consommation des mets qui sont toujours préparés chez le chef de famille et servis aux membres de la concession par sexe et en fonction des classes d'âge.

Au sein des deux types de familles les revenus des activités non agricoles sont individuels et gérés par celui ou celle qui entreprend l'activité. Aujourd'hui les obligations socio-économiques du chef de famille ne sont pas toujours financées pas le revenu du *gandu* mais par ses activités non agricoles par exemple, le commerce, le maraboutage, la forge. Même dans les trois grandes familles de Jiratawa le revenu agricole ne couvre plus les besoins alimentaires ; cependant, aucun effort d'investissement particulier n'a été observé sur les exploitations agricoles hormis les amendements de sol.

La survivance des rares *gandu* s'explique à Jiratawa par la situation économique favorable des chefs de ces familles. A Dan Kullu, elle relève de la disponibilité des terres compte tenu de la faible occupation de l'espace agricole.

Les relations entre les ménages, entre les chefs d'exploitation et leur mode de vie ont évolué et la tendance aujourd'hui est à l'individualisation à travers l'accès aux ressources et aux bénéfices des activités.

La dimension du ménage dépend du statut socio-économique du chef de ménage, et est plus élevée dans les ménages polygames.

Dans l'ensemble, ils ne regroupent que deux générations et au plus trois, dans des cas de divorces où les femmes, le plus souvent, réintègrent leur famille d'origine avec les enfants. La présence des petits-fils et petites-filles dans les différents tableaux reflète l'instabilité du mariage ; ils sont souvent les enfants d'une femme divorcée qui est rentrée chez ses parents. Le divorce reste toujours un phénomène très courant: « la fréquence des divorces est élevée ; on constate qu'environ 34 % des femmes ont divorcé au moins une fois. Cette proportion des femmes ayant divorcé est de 42 % si l'on exclut les jeunes épouses (moins de 20 ans) pour lesquelles un premier divorce n'a pas eu le temps d'intervenir. Cette fréquence élevée des divorces est un phénomène que l'on remarque de manière assez générale au sein de la société hausa. Cette insécurité matrimoniale des femmes se retrouve dans leur comportement économique : elles investissent dans le bétail qui est capital mobile susceptible de les suivre dans leur déplacement. » (Grégoire, 1980). La fréquence de divorce fait aussi que les dépenses de mariage sont plus fréquentes, et rend plus difficiles les autres investissements.



**Tableaux 1a-d : Structure des ménages étudiés**  
**a. Dan Kullu**

Ménages	Nombre des épouses	Enfants issus des ménages	Autres personnes vivant dans le ménage	Liens de parenté avec le chef du ménage	Taille des ménages
M1	1	-	2	N	4
M2	2	4	3	N	10
M3	1	7	2	PF	11
M4	1	4	2	PF	8
M5	2	9	-	-	12
M6	1	1	1	N	4
M7	2	5	3	N	11
M8	4	6	5	N	16
M9	1	5	-	-	7
M10	2	6	1	PF	10
M11	2	1	1	PF	5
M12	1	5	3	F	10
Total	20	53	23		108
Moyenne	1,66	4,41	1,91		9

Légende: M1 = ménage 1 ; PF = petit-fils ou petite-fille; M = mère ; N= neveu, nièce ; T = tante.

**b. Sharken Hausa**

Ménages	Nombre des épouses	Enfants issus des ménages	Autres personnes vivant dans le ménage	Liens de parenté avec le chef du ménage	Taille des ménages
M1	1	8	0	-	10
M2	1	2	0	-	4
M3	2	8	0	-	11
M4	2	6	1	PF	10
M5	2	9	0	-	12
M6	2	7	0	-	10
M7	2	6	1	PF	10
M8	2	11	1	M	15
M9	1	4	4	PF	10
M10	1	2	0	-	4
M11	2	13	0	-	16
M12	1	4	5	PF	11
Total	19	80	12		123
Moyenne	1,58	6,66	1		10,25

Légende: M1 = ménage 1 ; PF = petit-fils ou petite-fille; M = mère.

### c. Magami

Ménages	Nombre des épouses	Enfants issus des ménages	Autres personnes vivant dans le ménage	Liens de parenté avec le chef du ménage	Taille des ménages
M1	1	8	-	-	10
M2	1	5	-	-	7
M3	2	11	-	-	14
M4	2	7	3	PF	13
M5	1	8	4	PF	14
M6	2	5	-	-	8
M7	1	4	3	PF	9
M8	1	2	2	PF / BM	6
M9	2	6	1	PF	10
M10	3	-	1	PF	5
M11	2	7	-	-	10
M12	1	5	-	-	7
Total	19	68	14		101
Moyenne	1,58	5,66	1,6		8,41

Légende: M1 = ménage 1 ; PF = petit-fils ou petite-fille.

### d. Jiratawa

Ménages	Nombre des épouses	Enfants issus des ménages	Autres personnes vivant dans le ménage	Liens de parenté avec le chef du ménage	Taille des ménages
M1	2	8	2	M/N	13
M2	2	10	8	M/T/PF	21
M3	2	5	4	PF	12
M4	2	11	7	PF	21
M5	1	12	5	PF	19
M6	3	14	11	PF	29
M7	1	9	-	-	11
M8	2	7	-	-	10
M9	2	8	-	-	11
M10	2	10	11	PF	24
M11	1	4	-	-	6
M12	3	18	9	PF	31
Total	23	116	57	-	196
Moyenne	1,91	9,66	4,75		16,33

Légende: M1 = ménage 1 ; PF = petit-fils ou petite-fille; M = mère ; N= neveu, nièce ; T = tante.

Tous les ménages issus d'une même famille gardent des liens d'affinité et l'affectation de personnes (des enfants le plus souvent) d'un ménage à un autre est un phénomène fréquent qui persiste encore à Dan Kullu avec une présence prédominante de neveux dans les ménages pour raffermir la solidarité familiale (ou fraternelle) entre les ménages. Ceci serait-il un phénomène intermédiaire entre la vie familiale des *gandu* et celle des ménages ? Dans le même sens, l'adoption est moins pratiquée à Magami et à Sharken Hausa qui ont connu la dislocation des grandes familles bien plus tôt.

Il est hasardeux de faire une analyse évolutive de la taille des familles sur la base des données collectées, compte tenu du biais vers les grandes familles que nous avons noté dans notre échantillon. La taille moyenne des ménages selon le recensement général de la population au Niger de 1988 (MP, 1991) est la suivante :

Dan Kullu	5,8
Sharken Hausa	5,8
Magami	6,4
Jiratawa	6,2

Le recensement a aussi trouvé que la moyenne était de 6-8 personnes. CARE (1998) a trouvé une moyenne plus élevée que le recensement de 1988: 7,9 personnes. CARE a aussi trouvé que plus le ménage est vulnérable, plus la dimension est petite.

L'analyse quantitative de la taille de la famille se heurte contre la question de la définition du ménage, qui peut être différent selon les différents auteurs. Mais deux tendances apparaissent:

- la quasi-disparition de la grande famille qui abritent plusieurs fils mariés ;
- l'augmentation de la polygamie parmi les jeunes hommes.

Le phénomène de la polygamie est plus présent chez les jeunes qui sont plus actifs économiquement. Il reste pour eux un des attributs de la réussite sociale. Le niveau de pauvreté générale de la communauté, l'islam de plus en plus dominant (chez les jeunes migrants), le faible coût du mariage en rapport avec leur pouvoir économique, conjugué à une procédure plus facile, incitent les jeunes à la polygamie. Ces ménages polygames ne vivent plus uniquement de l'agriculture mais d'autres activités rémunératrices. La pratique de la polygamie ne se justifie plus par la recherche d'une main d'œuvre agricole gratuite, mais par le désir d'exprimer une réussite économique, généralement à travers une activité commerciale.

Il y a environ quarante ans, la célébration des mariages était rationnelle car ils étaient organisés par le chef de famille qui faisait en sorte que chaque membre ait droit à son premier mariage d'abord. Les femmes étaient prises en charge, habillées et nourries par les hommes et elles travaillaient en contrepartie énormément dans les champs comme main d'œuvre familiale ; cette polygamie était simplement économique et les femmes étaient considérées comme des compagnes pour le pire - *abukkan wahala*.

Depuis vingt ans les ménages polygames sont devenus plus nombreux : les jeunes détachés de la grande famille se sont d'abord mariés à une ou plusieurs femmes dans l'optique de reconstituer un autre petit *guida* où ils seraient les chefs. Au sein des ménages actuels, on remarque une tendance à la rupture avec les traditions qui autrefois

centralisaient le pouvoir de décision au niveau des plus anciens, les chefs des grandes familles :

- le pouvoir économique leur revenait à travers la gestion des terres de la famille et celle des revenus complémentaires ;
- le pouvoir social était maintenu par les mariages pour favoriser les alliances inter familiales ;
- le pouvoir de régulation des naissances était assuré à travers la séparation périodique des conjoints ;
- et, le pouvoir communautaire leur revenait de fait par la chefferie et les enjeux de la représentativité familiale.

Les femmes âgées jouaient un rôle dans la préparation et l'organisation du mariage et dans la régulation des naissances car elles décidaient du retour de l'épouse, rentrée chez sa mère pour son accouchement, dans son foyer. Un tel schème social est valide tant que certaines conditions liées à l'environnement écologique et économique demeurent favorables.

La gestion actuelle de certains pouvoirs (sauf le pouvoir communautaire) par les jeunes place la communauté dans une phase de transition qui met en évidence une fragilité sociale liée aux conflits familiaux qui étaient savamment gérés par les chefs des familles. Ces familles d'antan constituaient aussi un pôle de contre pouvoir à la chefferie traditionnelle, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui avec la multitude de ménages sans portée sociale réelle.

Mais, le processus de décentralisation, l'émergence encore timide d'une société civile au village favoriseront la naissance de nouveaux centres d'intérêts parallèles à un pouvoir traditionnel lui-même en quête d'une autre identité plus adaptée au modèle de la future société hausa.

Quoique les décisions prises au niveau de chef de *gandu* sont maintenant réduites, il faut noter que la société hausa est marquée depuis longtemps par l'individualisme. Comme a remarqué Miranda (1980) :150) « Au niveau d'une exploitation il existe un centre de décision principal (le *mai guida* ou le *mai gandu*) et plusieurs centres de décision secondaires (femmes, hommes, célibataires, jeunes ....) ; à chaque centre de décision peuvent correspondre différents objectifs quant à la production agricole (autosubsistance, commerce, revenus monétaires, sécurité interannuelle, prestige, loisirs....). L'individualisme déjà noté en 1968 par Nicolas prend maintenant des formes nouvelles. »

## **2.2 Evolutions des rôles des hommes et des femmes dans les ménages**

La pratique de la migration et le transfert momentané des responsabilités du chef de ménage à la femme et non plus à la famille du mari comme c'était le cas dans la grande famille, a créé une situation nouvelle dans la prise en charge des besoins alimentaires du ménage ; on observe une plus grande implication de la femme dans l'approvisionnement alimentaire à travers le salariat agricole pendant la saison hivernale, le petit commerce et l'utilisation de sa récolte pour la consommation familiale.

Avec l'implication des femmes dans la prise en charge du ménage, l'autorité paternelle est en voie de devenir une autorité parentale. Le rôle de chef de ménage exercé par la femme pendant les huit mois d'absence du mari, a tendance à l'imposer dans les prises de décisions concernant le ménage. En effet,

le choc de la sécheresse récente semble avoir été déterminant dans son déclenchement... Toutefois, le mouvement s'est poursuivi même après le rétablissement d'un régime pluviométrique plus normal. Cela suggère l'existence de causes plus profondes et plus durables parmi lesquelles on peut évoquer une inadéquation chronique du niveau de la production agricole par rapport à celui des besoins, mais aussi le rapide essor économique qu'a connu le Nigeria au cours de la dernière décennie. (Grégoire et Raynaut, 1980).

Le Nigeria a attiré beaucoup de migrants saisonniers à la recherche de travail.

A Magami, Dan Kullu et Sharken Hausa la majorité des femmes assurent leurs besoins alimentaires pendant les huit mois qui correspondent à la saison sèche ou période de l'exode des maris. Le grenier familial ou de l'époux est réservé pour la période des travaux agricoles afin d'assurer une plus grande mobilisation de la main d'œuvre familiale sur les différents champs. Le chef de ménage, quand il est présent au village, prélève tous les deux jours, une quantité de sa récolte qu'il remet à son épouse pour lui préparer le repas principal du jour (l'activité commerciale de la femme l'occupant pendant le second jour). La récolte de la femme sert de nourriture aux enfants et à elle-même pendant 4 mois au plus ; le petit commerce exercé par la femme assure l'alimentation familiale sur toute l'année.

La prise en charge totale de la famille par l'époux se fait seulement pendant les travaux agricoles, si la récolte a été bonne. Actuellement, il arrive que le chef de famille ou son épouse, pour nourrir la famille, travaillent, un jour sur deux, comme salariés agricoles sur un autre champ (les habitants de Magami vont au Nigeria de préférence) pour assurer l'alimentation du ménage durant la saison des grands travaux agricoles. La contribution de la femme à l'alimentation de la famille est de plus en plus importante. La norme sociale tend à attribuer à la femme la responsabilité de nourrir ses enfants et de se prendre en charge pendant toute la saison sèche qui peut durer huit mois.

Aujourd'hui, certaines femmes cloîtrées ne vont pas au champ sur interdiction des maris qui cherchent à se conformer aux prescriptions de l'Islam. Ceci est déjà noté dans le sud de Maradi au cours des années soixante mais maintenant c'est un phénomène beaucoup plus répandu :

La pratique de la claustration féminine tend à se répandre de plus en plus dans les ménages riches et musulmans par imitation des pratiques en usage dans le nord de Nigeria et tend à modifier les rapports entre les sexes et les caractères de la division de travail. Par cette pratique, les charges féminines impliquant une sortie de la femme hors du *guida*, notamment l'approvisionnement en eau, en bois de chauffe, la culture des champs collectifs ou personnels, le pilage de décortilage, passent sans contrepartie à la charge du mari. Celui-ci doit s'en charger ou payer des étrangers qui remplacent la femme. Il doit également donner à celle-ci l'équivalent du revenu d'un champ individuel. La femme met à profit le temps ainsi gagné pour se livrer aux activités rémunératrices :

fabrication d'huile ou de plats cuisinés que les enfants vont vendre hors de l'enclos. ... (Nicolas *et al.*, 1968).

Mais à Dan Kullu la claustration reste rare: elle concernait seulement 3 ménages du village en 1998 et avait commencé il y a moins de 10 ans.

Ce ne sont pas tous les hommes qui aujourd'hui peuvent respecter ces devoirs et on constate aussi que certaines femmes contestent cette situation car travailler au champ leur fournit une relative autonomie économique. Plusieurs femmes cloîtrées préparent et font vendre des mets cuisinés par leurs enfants (filles et garçons).

Une certaine évolution est constatée dans les rôles des femmes de Jiratawa, Magami et Sharken Hausa car elles s'adonnent davantage aux activités économiques du fait de la taille des villages et de l'existence d'infrastructures (pompes, moulins) qui concourent à l'allègement des tâches domestiques.

Auparavant il existait une organisation du travail domestique qui déchargeait les femmes âgées (épouses des grands frères, des oncles...) en défaveur des plus jeunes, ce qui permettait aux premières de s'adonner au commerce de galettes vendues par leurs fillettes dans le cadre d'une stratégie de conquête d'un mari. L'argent de ce commerce servait éventuellement à faire le trousseau pour le mariage de la petite fille. Les femmes plus libres (femmes âgées, jeunes veuves ou divorcées) se déplaçaient aussi de marché en marché.

Aujourd'hui, on voit se développer des stratégies individuelles ; chaque femme s'organise pour son travail domestique et son petit commerce avec l'aide de ses enfants, surtout les filles, ce qui entrave par ailleurs leur scolarisation. Ainsi les fillettes faisaient la *talla* (commerce ambulante) à 10 ans auparavant et de nos jours cela se passe dès l'âge de cinq ans, avant d'entrer à l'école publique (à l'âge de 7 ans).

De même les jeunes ne comptent plus sur les parents pour leur premier mariage, comme dans le cadre de la grande famille, mais sur leur propre force; l'âge biologique n'est plus déterminant pour contracter un mariage mais plutôt le pouvoir économique du jeune lui-même.

Les conditions économiques semblent de plus en plus régir les relations sociales au sein de cette société hausa où les jeunes travaillent dans le *gandu* de leur père seulement moyennant une rétribution comme c'est le cas aujourd'hui à Jiratawa.

### **2.3 Rôles des hommes et des femmes dans les activités non agricoles**

#### *Activités locales*

Nous avons déjà remarqué que dans tous les quatre villages étudiés le commerce est devenu plus important pendant les quarante dernières années, et qu'il y a aussi beaucoup de nouvelles occupations artisanales pour les hommes et les femmes dans les villages avec des marchés actifs.

L'introduction d'articles modernes a favorisé le développement du secteur informel avec la formation de nombreux réparateurs surtout à Jiratawa et à Sharken Hausa,

parmi lesquels des réparateurs de radio, de moto, et de vélo qui exercent dans tous les villages ; ceux de téléviseurs et de réfrigérateurs existent seulement à Jiratawa depuis l'électrification du village il y a un an. Cela montre bien la capacité qu'ont les systèmes informels d'apprentissage de répondre aux nouveaux besoins. La glace amenée de Tchadoua le jour du marché permet la vente de la glace et de l'eau fraîche à Sharken Hausa ; Les femmes s'adonnent aussi à cette activité à Jiratawa depuis l'électrification du village.

Il y a aussi des exemples où la formation offerte par les projets a bien contribué à des nouvelles occupations. La pratique de la forge a été améliorée à travers la formation donnée aux forgerons traditionnels par le Projet de Développement Rural de Maradi dans la confection des unités de culture attelée et des foyers améliorés. La couture, traditionnellement réservée aux hommes commence à être pratiquée par les femmes à Sharken Hausa et à Jiratawa. Le tricotage permet la confection de nappes (pour couvrir les tasses), des habits d'enfants, des écharpes, etc. Cette activité a été introduite dans les quatre villages par les femmes des fonctionnaires et le PROSEF (Projet Sectoriel d'appui à l'Education des Filles) à Mayahi pour Sharken Hausa. Elle date de 6 ans à Dan Kullu.

La pression sur les ressources naturelles a favorisé la vente de certains produits :

- les briques sont vendues depuis 3 ans à Magami, 15 ans à Sharken Hausa et bien plus tôt à Jiratawa. Ce phénomène n'a pas été observé à Dan Kullu où la construction en banco est très récente.
- La vente de l'eau se pratiquait depuis 30 ans à Sharken Hausa et 25 ans à Magami ; Cette activité est plus récente dans les deux autres villages.
- le bois est vendu depuis 20 ans à Sharken Hausa et à Magami depuis 3 ans seulement.

Certaines innovations introduites par les projets n'ont pas eu beaucoup d'impacts, compte tenu de leur coût élevé, comme par exemple la construction sans bois : A Sharken Hausa un maçon a suivi une formation en construction sans bois au Projet de Développement Rural de Mayahi ; mais des constructions sans bois ne sont pas encore visibles dans le village.

Le changement des habitudes alimentaires est caractérisé par une dynamique interne qui est sous-tendue par la diminution de la production de mil, aliment de base des ménages. Le complément alimentaire est constitué de riz et du manioc pour tous les villages et aussi de l'igname pour ceux proches du Nigeria comme Magami et Jiratawa. Les pâtes alimentaires ont été introduites par les migrants qui vont vers le nord (Arlit, Agadez, Libye, Algérie...). Le mil continue à occuper encore une place prépondérante avec le *fura* (bouillie de mil) qui est encore largement consommé et le *towo* (pâte de mil). Les produits maraîchers comme la salade et le chou, sont largement consommés (bouillies pour les feuilles de chou) à l'instar des feuilles du *moringa olifera* assaisonnées au tourteaux d'arachide et au piment. Le glutamate est largement utilisé comme ingrédient dans les préparations.

La vente de la paille (partout sauf à Dan Kullu) et le stockage des tiges, lesquels ont un potentiel fourrager assez important, portent préjudice à la transhumance. Ces pratiques favorisent d'autres utilisations (constructions de hangars, clôtures, feu, etc.).

Les femmes jouent un rôle très important dans la diversification des activités économiques au village : Elles vendent des mets cuisinés, de la bière locale, des galettes, de la bouillie ; elles extraient de l'huile d'arachide et font l'embouche des petits ruminants. Ces activités sont pour la plupart financées par le système d'épargne traditionnel (*biki, adashé*) ou les activités agricoles. Elles ont peu d'impact sur la transformation de la position des femmes dans la société ; mais elles facilitent la réalisation des activités sociales (à l'occasion des mariages et baptêmes), apanage des femmes, et permettent le maintien de l'exercice de l'activité économique en cours (petit commerce, achat de matière première, etc.).

Seule une augmentation du capital à travers des crédits plus importants pourra enclencher un réel développement des activités féminines, voire un changement conséquent de leur position. Mais la capacité économique d'absorption des villages étant faible, un fonds de roulement plus élevé engendre une plus grande diversification des activités, ce qui pourrait avoir un effet de surcharge pour la femme.

L'apparition du salariat agricole des femmes à Jiratawa et à Magami peut être liée à l'insuffisance des terres appartenant au village d'une part et à la famille d'autre part. La vente de glace et d'eau fraîche ont commencé depuis une année avec l'électrification de Jiratawa en septembre 1998<sup>2</sup>. Les femmes font aussi le tricotage et la couture (Jiratawa et Sharken Hausa) ; cette dernière activité était auparavant réservée aux hommes. Les femmes vendent, le plus souvent, les produits de leur travail sur place.

### *L'exode*

L'exode constitue aussi une source importante d'entrée d'argent et est pratiquée surtout par les célibataires et les hommes adultes. Les raisons du départ en exode ont connu une évolution au cours du temps. Au début c'était essentiellement pour des raisons sociales: (frustration, déception, honte ou recherche du savoir à travers l'école coranique), puis vers 1970 pour l'amélioration des conditions de vie (recherche des habits). L'exode de cette seconde vague était purement économique et les déplacements étaient plus faciles et plus rapides (par véhicules) (Raynaud, 1980). Pendant les sécheresses de 1972-4 il a été pratiqué pour assurer la survie de la famille laissée au village, ce qui lui donne un caractère chronique. « La raison principale qui pousse à la migration est le désir de se procurer de l'argent afin d'acheter le mil insuffisamment produit dans de nombreuses unités de production. La récente sécheresse a certainement été un facteur déclenchant car l'exode était faible dans cette région durant les années 60. Le pourcentage élevé de dépendants masculins (70 %) dans la population migrante pourrait laisser penser que la migration est un moyen pour eux d'obtenir une autonomie économique à l'égard des chefs de familles. Ce type de conflits (aînés / cadets) est parfois à l'origine des mouvements migratoires. » (Grégoire, 1980).

L'âge de départ était de 20 ans au moins au sein des *gandu*, mais depuis 20 ans les jeunes partent à 15 ans ; en 1980, « l'exode est surtout le fait d'hommes jeunes : en effet 64 % des migrants ont moins de trente ans. » (Grégoire, 1980). La somme ramenée était confiée aux parents qui la géraient entièrement ; mais, avec la dislocation

---

<sup>2</sup> L'achat des congélateurs et réfrigérateurs est assuré par les époux.



des grandes familles le chef de ménage reçoit peu de la part du jeune parti en exode. Les jeunes n'acceptent plus que leur argent soit partagé avec d'autres frères qui refusent d'aller en exode. Ils investissent leur gain dans le mariage et des activités agricoles (achat de champs, salariat agricole, intrants) et pastorales.

La destination des migrants des années 70 était surtout les grandes villes du pays (Maradi, Zinder, Agadez et Arlit et un peu le Nigeria, Kano et Katsina).

Les villes du Niger et même Maradi tout proche n'exercent qu'un modeste effet d'attraction. Toutefois les mines d'uranium d'Arilit apparaissent assez fréquemment citées par les personnes enquêtées. Depuis 20 ans les jeunes vont vers les pays voisins comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Libye et l'Algérie. Il faut noter l'apparition ces dernières années d'un courant de migration de plus longue durée (un an et plus) en direction de la Libye. L'ampleur du mouvement d'exode des jeunes est un phénomène récent dans la région de Maradi. Dans le courant des années 60, il touchait presque uniquement les villages du nord du département. On trouve le témoignage de cette époque à Dan Kullu dont les jeunes perpétue une tradition qui s'est forgée alors : le portage de l'eau à Maradi et dans les grandes villes du nord du Nigeria..... L'exemple de Sharken est tout à fait significatif à cet égard, car la situation alimentaire y a été plutôt correcte au cours de ces dernières années, ce qui n'a nullement ralenti l'exode des jeunes. L'analyse approfondie des structures socio-économiques villageoises a bien montré par ailleurs que certaines catégories de la population étaient plus particulièrement touchées : celles dont le niveau productif était le plus bas. Il existe selon nous, une relation étroite entre la généralisation de l'exode et la crise que connaissent les systèmes de production agricole. » (Raynaud, 1980).

Depuis 20 ans les jeunes vont vers les pays voisins comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Libye et l'Algérie. A Magami, compte tenu de sa proximité avec le Nigeria, un exode de courte durée (une semaine) est pratiqué pendant la saison des pluies (salariat agricole) pour assurer l'alimentation du ménage. A Dan Kullu on nous a dit « de nos jours, les enfants partent 5 - 6 jeunes ensemble en exode (18-20 ans) et ils peuvent faire 2 à 3 ans sans revenir au village. Quelques-uns envoient constamment de l'argent aux parents qui l'affectent généralement dans l'agriculture ou l'élevage. »

A Jiratawa, de rares femmes se font employer comme personnel de maison à Maradi pour s'occuper de certaines tâches domestiques (cuisines, entretien des enfants...). L'exode des femmes paraît comme une stratégie de survie en cas de sécheresse par l'envoi régulier de vivres, de produits pharmaceutiques et de petites sommes d'argent, à la famille restée au village.

Outre le phénomène de rupture entre les âges, il se développe aussi au niveau des hommes et des femmes, des tendances à rechercher des solutions individuelles de réussite. Est-ce là un début de rupture entre les sexes ?

### 3 EDUCATION

On note un très grande différence entre la valeur accordée au savoir (*ilimi*), aux connaissances (*sanni*) et au savoir-faire ou à la politesse (*hankali*) dans la pensée des parents, et leur utilisation des institutions éducatives de l'Etat, et même celles de l'Islam.

La recherche du savoir ou *néman ilimi* en milieu hausa n'est pas à la portée de tous et se traduit par la mise en œuvre d'une stratégie qui nécessite le plus souvent un séjour hors du village et un investissement de la part des parents. Le *ilimi* ou savoir est acquis à l'école publique, à l'école coranique et dans les cercles fermés traditionnels liés à l'animisme et au fétichisme. Dans la pensée le *ilimi* est déterminant dans la vie d'une personne ; l'expression hausa *ba ilimi ba mutun* (ou sans savoir pas d'homme) lie la valeur humaine à son savoir. L'existence de l'homme n'a aucun sens s'il n'a pas de savoir. Une autre expression *Ilimi garkua dan Adam* (le savoir protection de l'homme) fait aussi du savoir une condition pour la perpétuation de l'humanité. En somme, au plan culturel, le savoir occupe une place prépondérante et donne à celui qui le possède un statut social différent de celui des autres. Cette personne devrait se distinguer par sa bonté, son respect d'autrui et la réussite dans toutes les actions auxquelles elle s'engage. De ce fait, *ilimi* apparaît comme une richesse et est souhaité par tous les parents pour leurs enfants afin que ces derniers puissent à leur tour les soutenir et satisfaire leurs besoins. Selon un griot de Dan Kullu, *ilimi* équivaut à *arziki* ou richesse ; l'art de parole dont il est doté en dépend et lui permet de mener à bien sa vie. Avoir le *ilimi* est synonyme d'être en mesure de réussir en toute chose, c'est une ouverture d'esprit. Selon les villageois, le *ilimi* permet aux individus de mener une vie meilleure et contribue de ce fait au développement de la communauté.

L'accès au *ilimi* est permis à tous par le Coran, même si la société, dans la pratique, est **encore** de nos jours plus réticente pour la fille du fait du mariage précoce. (Chez les Hausa, la fille devient femme à l'âge de sa première règle. Actuellement le mariage peut être à 10 ans pour les filles et 16 ans pour les garçons).

Le *sanni* ou connaissance est un concept différent du *ilimi* et s'acquiert, dans la pratique, par l'apprentissage chez les parents ou des autres, ou par l'école publique pour le travail dans le secteur publique. Les parents dont les enfants sont des fonctionnaires se distinguent socialement. Leur statut est différent de celui des autres paysans. Ils sont envieux. Et pourtant ces parents ont beaucoup investi dans l'éducation de leurs enfants en vendant des produits agricoles ou pastoraux pour les soutenir. En somme, les paysans à Dan Kullu pensent que l'école moderne est mieux que l'école coranique pour les revenus qu'elle procure après la réussite de l'enfant, mais les grèves incessantes de l'école publique, le manque de suivi des enfants à domicile et un système éducatif de plus en plus sélectif rend très aléatoire la réussite scolaire de leurs enfants.

L'acquisition du *hankali* ou savoir-faire est aussi très importante dans l'éducation des enfants ; elle renvoie au respect des normes sociales pour une bonne insertion dans la communauté et l'aptitude à transmettre et à reproduire les schèmes sociaux. Le *hankali* est acquis au cours de la socialisation et est capital pour la réussite et l'intégration de l'enfant dans les autres systèmes éducatifs. La recherche du *hankali* est la base de l'éducation traditionnelle.

### 3.1 Education coranique

L'islamisation est introduite depuis environ une quarantaine d'années par des marabouts qui viennent généralement du Nigeria (Sokoto lieu de départ de la guerre sainte menée par Dan Fodio) de Zinder et de Maradi.

Les enfants filles et garçons sont inscrits à l'école coranique en bas âge (aux environs de 4 ans) pour leur assurer le salut et l'acquisition d'une conduite sociale normative. Beaucoup des enfants inscrits à l'école publique ont fréquenté ou fréquentent encore l'école coranique. Les cours du soir sont suivis par les grands garçons et les hommes mariés qui désirent approfondir leur savoir. Le nombre des apprenants du soir est en baisse: seulement deux écoles de Jiratawa dispensent des enseignements du soir. Jiratawa et Magami ont respectivement 5 et 3 écoles coraniques. Or, il est admis que l'école coranique ne favorise pas l'alphabétisation comme moyen de communication en arabe, mais donne des rudiments pour la pratique courante de l'islam. L'alphabétisation en arabe n'est pas par ailleurs l'objectif recherché par les parents qui estiment accomplir leur second devoir à l'endroit de l'enfant après son baptême. La circoncision étant le troisième droit pour le garçon et la célébration du premier mariage pour la fille.

Actuellement on utilise moins le feu de bois (tiges et branchages) pour les apprenants du soir mais, des lampes tempêtes (Magami, Dan Kullu) et l'électricité à Jiratawa ; Sharken Hausa brûle son capital de Sida Cordifolia pendant la saison froide pour réchauffer les apprenants ; en effet, il existe dans les quatre villages étudiés une grande pression sur les tiges de mil ou de sorgho qui étaient utilisées pour l'éclairage dans les écoles coraniques et qui sont maintenant utilisées comme fourrage ou bois de chauffe.

Plusieurs confréries (Tidjania, Kadria et Izala ou « Ahali Souna ») musulmanes existent à Sharken Hausa et à Jiratawa au lieu d'une seule Tidjania en 1990 ; l'apparition récente de ce phénomène ne permet pas d'observer un changement dans l'enseignement coranique ; mais cela pourrait se produire dans quelques années par une diversification des centres d'enseignement comme c'est le cas pour les mosquées.

Depuis une dizaine d'année à Jiratawa les apprenants s'orientent vers le commerce du fait de la taille du village et de sa proximité de Maradi, puis du Nigeria, et surtout de l'ouverture apportée par la secte Izala qui finance la construction des infrastructures islamiques (écoles et mosquées) et les activités commerciales des pratiquants. L'enseignement coranique à un plus haut niveau forme des marabouts mais un village n'en a pas besoin d'un grand nombre pour assurer ses cérémonies sociales (mariage, baptême, funérailles, héritage, gestion des conflits, etc.) d'une part, et pour la protection spirituelle ses populations et l'éducation islamique de ses enfants d'autre part. Beaucoup de marabouts poursuivent aussi d'autres activités plus lucratives.

La formation en dehors du village se fait pour la recherche du savoir ou *ilimi* qui est réservée seulement aux élèves les plus brillants. Les études à l'extérieur du village, éloigné de la cellule familiale, nécessite de la part des jeunes de se prendre en charge et surtout de réussir à travers la vie dure qu'ils devront mener auprès du marabout. Les traitements coercitifs (coups) infligés aux enfants lors de la formation découragent beaucoup de parents. Les risques de déviance liés à la pratique de la mendicité par ces enfants, l'absence d'une perspective professionnelle augmentent le taux d'abandon dans la formation coranique. Dans la passée, Nigeria était la destination préférée pour les études. Les apprenants partent maintenant de plus en plus à Maradi du fait de

l'existence de compétence à proximité et surtout de l'insécurité au Nigeria à laquelle sont confrontés les apprenants migrants.

Les changements qui sont dus aussi en partie au commencement et à la maturité de l'Islam à Maradi se voient également à Magami. Jusqu'à 1960 il n'y avait pas de marabout dans la zone, même pas dans les villages environnants. Mais les élèves qui partaient au Nigeria (dans les années c. 1982) ne revenaient qu'après avoir maîtrisé le Coran, alors que maintenant on dit que les enfants se contentent de peu. Dès qu'ils apprennent quelques versets, ils abandonnent les études. Les élèves vont aussi à Maradi et Zinder.

Les investissements faits par les ménages pour l'éducation coranique sont plutôt financiers. L'investissement social n'est pas significatif car il n'est pas forcément lié à l'éducation donnée à l'enfant.

La formation dans le village requiert :

- 25 F par élève et par semaine (chaque mercredi) comme émoluments du marabout ;
- 10 F par jour à l'enfant pour ses friandises ;
- d'autres coûts ponctuels s'élevant rarement à plus de 500 F par an pour des frais divers ;
- les sacrifices graduels liés à l'avancement des études coraniques sont effectués par les parents de l'apprenant : mets cuisinés à base de haricots, pâte de mil et sauce, sacrifice de coq puis de bouc qui sont faits après certaines étapes de l'apprentissage ;
- à la fin de l'étude du Coran une fête est organisée au cours de laquelle est sacrifié un mouton ; un boubou et une somme de 10 000 F à 20000 F sont offerts au marabout.

Si les études se font hors du village, les parents sont tenus de prendre en charge :

- les frais de transport de l'apprenant vers le lieu de la formation ;
- les habits dont il aura besoin (deux ensembles) ;
- une couverture comme couchette de l'enfant ;
- ainsi qu'un pécule de 3000 F à 4000 F.

Les différents sacrifices sont aussi assurés par les parents de l'enfant à son retour ou à la demande (lettre, ou message oral transmis par une tierce personne à la famille de l'enfant) du marabout.

### **3.2 École publique**

L'école primaire publique ou étatique se fait en langue française. La plus grande valeur de cette éducation, dans les pensées des aînés, est qu'elle permet à ceux qui réussissent d'obtenir un emploi étatique bien payé. Les enfants vont à l'école pour acquérir quelques connaissances (*sanni*) pour ce travail, mais il n'y a pas de travail aujourd'hui. « Il n'y a pas beaucoup de chance pour nos enfants » estiment la plupart des villageois. L'école moderne de Jiratawa date de longtemps et, elle a produit un certain nombre de fonctionnaires. Mais, dans le cas des filles, il n'y en a que deux qui ont réussi. Actuellement ce qui est recherché à travers l'école c'est surtout le savoir (*ilimi*) puisque « les enfants n'atteignent pas la réussite ». Les meilleurs salaires sont réservés à ceux

qui ont non seulement l'éducation primaire, mais aussi l'éducation secondaire qui se fait au collège, en ville. Même les plus brillants sont contraints à l'abandon du collège compte tenu de leurs conditions de vie et de travail dans le lieu d'accueil.

**Tableau 2 : Evolution des effectifs scolaires à Dan Kullu**

Années	Nombre garçons	Nombre filles
1982-1983	96	10
1983-1984	99	49
1984-1985	49	09
1985-1986	-	-
1986-1987	79	18
1987-1988	84	27
1988-1989	83	23
1989-1990	90	26
1991-1992	76	25
1992-1993	79	26
1993-1994	97	43
1994-1995	82	35
1995-1996	110	34
1996-1997	95	32
1997-1998	118	47
1998-1999	127	56

**Tableau 3 : Evolution des effectifs scolaires à Sharken Hausa**

Années	Nombre garçons	Nombre filles
1982-1983	125	15
1983-1984	119	10
1984-1985	143	07
1985-1986	125	06
1986-1987	140	04
1987-1988	107	03
1988-1989	136	18
1989-1990	116	17
1990-1991	134	27
1991-1992	168	26
1992-1993	170	36
1993-1994	175	49
1994-1995	192	50
1995-1996	197	59
1996-1997	185	69
1997-1998	162	62
1998-1999	200	90

Dans l'ensemble, les effectifs ont connu une progression relativement peu significative sauf pour les filles du fait des efforts fournis par l'Etat, les associations féminines et certains partenaires qui ont encouragé la scolarisation des filles, ces dernières années.

Les nombres ont évolué de 106 en 1982 jusqu'à 183 en 1998, avec un accroissement annuel moyen de 3,5 %, soit un peu plus que l'accroissement annuel de la population rurale de 3,2 %, surtout à cause des filles. Depuis 1982 les effectifs masculins ont grimpé de 1,8 % par an, probablement moins que la population des villages. L'école est fréquentée par les enfants de cinq villages : Dan Kullu, Laléwa, Guidan Magagi, Guidan Sami, Sa'ida. La création de cette l'école date de 1962 ; elle est dotée d'une cantine du fait de la fréquentation des enfants issus des familles nomades. On se souvient de 18 personnes qui ont trouvé du travail : (5 enseignants, 2 infirmiers, 2 militaires, 1 agent des eaux et forêts, une secrétaire), cadres moyens dont une femme (secrétaire à la Caisse nationale de sécurité sociale de Niamey).

A Sharken Hausa l'évolution de 140 enfants en 1982 à 290 en 1998 montre un accroissement annuel moyen de 4,7 %. A Sharken Hausa on se souvient de 25 personnes qui ont trouvé du travail : 9 enseignants, 6 infirmiers, 1 agent de la société nigérienne d'électricité, 1 agent de la Société Nationale des Eaux, 1 agent du Riz du Niger, 3 agents des Forces de l'Ordre, deux miniers (Arlit). 2 lycéens et deux étudiants sont formés depuis 1961. Les effectifs masculins ont grimpé de 3 % seulement par an.

L'école est fréquentée par les enfants de quatre villages : Guidan Magagi, Guidan Karma, Gotché et Magami. L'école n'a pas encore fourni de métier à un élève du village et une stagnation du nombre des élèves inscrits depuis la création de l'école en 1980 est évidente à la lecture du tableau. Un lycéen poursuit ses études maintenant à Maradi. L'école de ce village date de 1980; elle est la plus récente des quatre.

**Tableau 4 : Evolution des effectifs scolaires à Magami**

Années	Nombre garçons	Nombre filles
1980	25	17
1986-1987	44	5
1987-1988	35	10
1988-1989	42	12
1991-1992	35	8
1993-1994	26	7
1995-1996	19	21
1997-1998	29	11

Les données sur Jiratawa ne sont pas disponibles du fait de l'absence des enseignants, la rentrée n'étant pas encore effective au Niger. La création de l'école date de 1958 et l'effectif scolaire de 1998 / 1999 était de 253 élèves dont 202 garçons et 51 filles. On parle d'un nombre important de fonctionnaires dont deux femmes là où l'école date de 1958.

L'éducation publique nécessite des dépenses plus régulières comme par exemple les

sommes données aux enfants pour la récréation, l'habillement et le renouvellement des fournitures de classe. Pour le collège les dépenses sont encore plus importantes et sont prises en charge par les parents (nourriture, hébergement). Les allocations trimestrielles (de 12 000 F pour le collège ou 18 000 F pour le lycée) versées par l'état ne sont plus effectives et le nombre des enfants du milieu rural diminue de plus en plus dans ces établissements. Un seul lycéen à Magami a été pris en charge par son père, instructeur d'alphabétisation et manœuvre au Centre de Santé Intégré du village.

### **3.3 Education donnée aux filles et aux garçons**

Dans les quatre villages, il y a plus d'enfants maintenant qui fréquentent l'école publique que l'école coranique (même si le taux de scolarisation de 27 % du pays est l'un des plus bas de l'Afrique) malgré ses exigences en terme d'assiduité. Un nombre élevé d'abandon est constaté dû au système d'évaluation très rigoureux et plus sélectif que celui de l'école coranique qui, elle, développe des relations plus personnelles entre le marabout, les apprenants et leurs parents ; elle ne comporte pas non plus de système d'exclusion des apprenants quelle que soit la faiblesse de leur capacité d'assimilation.

L'éducation des enfants traduit et entretient le déséquilibre dans les relations hommes/femmes en ne favorisant pas l'éducation des filles dans les deux systèmes éducatifs en question. En effet, le mariage de la fille marque la fin des études. On estime socialement que la fille doit avoir les connaissances nécessaires pour ses prières; elle n'a pas à devenir marabout, ne pouvant encore pas jouer de rôle religieux au plan communautaire. A l'école publique il y a peu de filles inscrites, même si dans l'ensemble il y a une légère évolution vers une hausse depuis quelques années, du fait, sans doute, des programmes qui suscitent l'inscription des petites filles par des mesures incitatives et l'introduction des études permettant de gagner de l'argent dans le village (couture, tricotage, etc).

L'éducation reste dans l'ensemble traditionnelle, du fait de son coût direct et, pour le manque à gagner qu'elle implique en terme de main d'œuvre familiale. Il n'est pas rare de voir les parents recourir à des pratiques spirituelles pour faire renvoyer leur enfant de l'école publique. Elle n'est pas encore la bonne perspective pour la réussite de l'enfant surtout dans des villages comme Magami où elle n'a toujours pas fait ses preuves en terme de création d'emploi. Les arrêts de cours très fréquents ces dernières années ont accru la fréquentation des écoles coraniques dans le but d'occuper les enfants en attendant la reprise des cours.

### **3.4 L'éducation traditionnelle**

L'éducation traditionnelle n'avait pas de coût financier mais un coût social. Elle était graduelle (en fonction de l'âge de l'enfant) et dispensée par la communauté tout entière qui assurait non seulement le contrôle social mais exerçait aussi un pouvoir coercitif sur l'enfant. Depuis la dislocation de la famille élargie, l'éducation des enfants est laissée à la charge des seuls parents (père et mère) en priorité. L'enfant n'est plus « *yaro na kowa ne* » (l'enfant est à tous) il est maintenant à ses parents « *yaro na guidan su ne* ». Cette éducation avait pour objectif essentiel de faire reprendre à l'enfant la même vie que ces parents. En effet le *gandu* et la grande famille offraient à l'enfant un cadre social stable. Et l'éducation n'avait qu'un objectif, la perpétuation du schème social en vigueur. La destinée de chaque enfant était connue et tracée d'avance puisque

étroitement lié à celle du lignage familial ; le fils d'un forgeron sera forgeron, celui d'un agriculteur sera agriculteur... L'éducation aspirait à produire un bon forgeron, un bon agriculteur... Dans tous les clans, on assistait à une éducation évolutive selon des étapes précises souvent liées à l'âge de l'enfant dans le respect de la solidarité du groupe communautaire.

La réussite ou l'échec était collective et incombait au groupe et non à l'individu, puisque toute la vie sociale et économique était régie à l'intérieur du clan.

Aujourd'hui, on assiste à une société plutôt individualisée où tout se rapporte à l'individu lui-même. L'école, les autres formes d'apprentissage et la vie politique ont fortement appuyé la réussite individuelle et la transformation de l'ordre social qui a semblé pendant longtemps figée. La société civile suscite en chacun le désir d'être un bon citoyen et la religion un bon musulman, remettant ainsi en cause la logique communautaire ; car chaque homme, chaque femme, chaque aîné ou cadet est responsable de lui-même devant l'état ou devant Dieu. Cette responsabilisation de l'individu n'a-t-elle pas contribué à la dislocation de la solidarité familiale ou clanique qui elle a toujours responsabilisé les anciens ?

La participation des enfants aux activités du ménage commence très tôt. L'apprentissage des activités se fait par la formation pratique auprès de la mère pour la petite fille et du père pour le garçon. L'apprentissage de l'agriculture par l'utilisation de la houe commence de 5 à 6 ans pour la fille et de 6 à 7 ans pour le garçon. Le gardiennage du petit bétail aux environs du village est fait par des enfants de 6 ans.

Une initiation précoce des petites filles à la *talla* (vente à la criée) est pratiquée depuis 15 ans ; elles vendent les mets dès l'âge de 4 à 5 ans. Même si sa mère n'a rien à vendre elle peut le faire pour d'autres femmes et ramène son gain à sa mère. Les petits garçons s'occupent des différentes courses à l'intérieur du village.

Les enfants gardent aussi les nourrissons au champ. La mère donne en échange à l'enfant le déjeuner pendant les jours de travail et des habits neufs après la récolte.

Il existe une tendance réelle à une légitimation du travail des enfants qui s'explique à travers :

- les nouveaux canaux de l'éducation donnée aux enfants (pour en faire des grands de demain), dans une éducation traditionnelle intégrative qui n'autorise ni le chômage, ni l'exclusion ;
- la pénurie de la main-d'œuvre dans les regroupements familiaux plus restreints ;
- le mariage précoce qui appelle à une responsabilisation des enfants dans la gestion de leur vie matrimoniale).

### **3.5 L'éducation aujourd'hui selon notre échantillon**

#### *L'éducation chez les enfants*

Les caractéristiques éducationnelles des enfants des ménages étudiés se présentent comme suit en tableau 5 :



**A Dan Kullu :** 55 enfants ont l'âge d'aller à l'école (21 filles et 34 garçons) ; 26 sont sans instruction, soit 47 % des enfants, avec une variation filles et garçons qui sont respectivement de 66 % et de 35 %.

**A Sharken Hausa :** Sur les 55 enfants (20 filles et 35 garçons) ; 21 sont sans instruction, soit 38 % des enfants; 70 % des filles sont sans instruction et seulement 20 % des garçons sont dans cette même situation.

**A Magami :** Sur 57 enfants à l'âge d'aller à l'école (16 filles et 41 garçons) 33 sont sans instruction, soit 58 % ; ce taux est de 75 % chez les filles et 51 % chez les garçons.

**A Jiratawa** la situation est différente, à cause de plus grands nombres qui fréquentent l'école coranique. Sur les 46 filles et 60 garçons : 38 fréquentent l'école coranique ; 21 vont à l'école publique, 47 sont sans instruction; donc, sur 106 enfants qui ont l'âge de fréquenter l'école, 35 % sont inscrits à l'école coranique et 17 % à l'école publique. Il y a 44 % sans instruction; ce taux chez les filles est de 63 % et 30 % chez les garçons.

**Tableau 5 : Education dans les quatre villages, 1998**

	Dan Kullu		Sharken Hausa		Magami		Jiratawa	
<i>Enfants</i>	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Primaire complet	5	7	6	15	4	6	0	1
Primaire incomplet	2	11	1	7	0	6	0	13
Secondaire complet	0	1	1	1	0	2	0	1
Secondaire incomplet	0	1	0	3	0	3	0	6
Coranique	0	2	0	2	0	3	17	21
Sans instruction	14	12	14	7	12	21	29	18
<i>Pourcentage sans instruction</i>	66,7	35,3	70,0	20,0	75,0	51,2	63,0	30,0
Total	21	34	20	35	16	41	46	60

Tableau 5 montre que le nombre de filles dites en âge d'aller à l'école est toujours beaucoup moins que les garçons, parce que dans la conception hausa les filles deviennent des femmes très jeunes. Même avec cette définition restreinte des filles, le nombre de filles qui ne sont pas instruites varie entre 66 % et 75 % pour les ménages retenus dans les quatre villages. Dans l'ensemble l'école coranique semble peu fréquentée par les filles mais aussi par les garçons. Jiratawa est ici le village qui a le plus fort taux de fréquentation de l'école coranique et le plus faible taux de fréquentation de l'école publique, suivi de Magami – c'est à dire, les deux villages où la rareté des terres et la transformation sociale sont plus avancés. A Jiratawa les enfants peuvent poursuivre les études coraniques à un niveau plus intéressant en se rendant à Maradi ville, qui est très proche. La poursuite des études par les enfants au secondaire est insignifiante compte tenu des contraintes mentionnées plus haut. Le taux d'instruction est de 55 % avec 33 % pour l'école publique et 17 % pour l'école coranique.

Il faut se rappeler que notre échantillon a un biais vers les familles plus nombreuses, les moins vulnérable selon CARE (1998).

### *L'éducation chez les adultes*

La comparaison du tableau 5 avec les informations sur les adultes de notre échantillon permet de comprendre l'évolution dans le temps, même si parmi les adultes sont comptés des jeunes mariés qui sont socialement émancipés.

Le taux d'instruction de 27 % pour les adultes est beaucoup moins que le 55 % chez les enfants :

- 11 % pour l'école coranique ;
- 11 % pour l'école publique ; et
- 5 % pour l'alphabétisation.

Dans notre échantillon :

- à **Dan Kullu**, sur 31 adultes 20 sont sans instruction soit 68 %, 3 ont suivi des cours d'alphabétisation, 3 ont fréquenté l'école coranique et 5 ont été à l'école publique ;
- à **Sharken, Hausa**, sur 32 adultes, 19 sont sans instruction, soit 59 %, 1 a suivi des cours d'alphabétisation, 4 ont été à l'école coranique et 8 ont fréquenté l'école publique ;
- à **Magami**, sur 31 adultes 90 % sont sans instruction, 2 ont suivi des cours d'alphabétisation et 1 seul a fréquenté l'école coranique ;
- à **Jiratawa**, sur 37 adultes, 25 sont sans aucune instruction (84 % des femmes et 58 % des hommes enquêtés), 6 ont fréquenté l'école coranique, 2 ont été à l'école publique et 1 seul a suivi les cours d'alphabétisation.

### **3.6 Education à Maradi et au Niger**

La place plus importante occupée actuellement par l'école publique est confirmée par les statistiques officielles. Le taux de scolarisation du département a évolué de 14,7 % en 1988 (MEF, Niger, 1992) à 28,29 % en 1999 (MEN, Niger, 1999), alors que celui du pays est passé de 19 % à 32,23 % pour les mêmes périodes. Pour l'instruction des femmes, elle reste toujours moins importante et confirme l'effet du mariage précoce sur l'éducation des filles. Au niveau du département, le taux de scolarisation des filles est de 18,8 % et celui des garçons 37,8 % en 1999 (MEN, 1999). Généralement on trouve des taux de scolarisation plus hauts dans les villes que dans les villages. Le rapport de CARE note que la distribution des écoles favorisent les centres urbains et routiers, et que les statistiques officielles ne font pas la distinction entre écoles fonctionnelles et écoles non-fonctionnelles (CARE, 1998 : 27) Le même rapport a trouvé chez les familles de son grand échantillon 29 % des garçons et 10 % des filles à l'école publique. Parmi les adultes, ils ont trouvé que 87 % n'avait aucune forme d'instruction, 3 % a fréquenté les écoles publiques, et 9 % les écoles coraniques.

### **3.7 L'alphabétisation**

Sur le plan éducatif, l'alphabétisation a aussi joué un grand rôle dans des villages comme Jiratawa où elle a débuté en 1965 ; elle est d'introduction plus récente à

Magami et date de 1974.

On peut distinguer deux phases. L'alphabétisation était, après les indépendances, initiée dans les villages par l'Etat pour apprendre à lire et à écrire à la grande masse rurale qui n'avait pas eu la chance d'aller à l'école publique. Les cours étaient en français et dispensés par les enseignants des écoles publiques.

Avec l'avènement des projets de développement, l'alphabétisation est devenue une alphabétisation fonctionnelle et sélective qui consistait à former des groupements en langue du département afin de renforcer la capacité des paysans à mieux gérer les comptes des coopératives. Le changement constaté se trouve dans les objectifs mêmes assignés à l'alphabétisation ce qui a aussi engendré une adaptation des méthodes pédagogiques. Après l'initiation par l'Etat, ce sont les projets /programmes de développement et les ONG, qui prennent le relais. Dans le cas des deux villages, les autres intervenants sont : Le Projet Maradi, le Clusa, l'ADF et l'UNICEF.

A Jiratawa et à Magami il y a couramment des activités. Le Tableau 6 montre une longue histoire à Jiratawa. Dans ce village, du fait que le village dispose de beaucoup de scolaires, le nombre de ceux qui ont atteint le niveau 6 (savoir lire et écrire) est de 20 pour les hommes. Aucune femme n'a le niveau 3.

**Tableau 6 : Alphabétisation à Jiratawa**

Intervenant	Année	Effectif inscrit en début de campagne		Effectif inscrit en fin de campagne	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Etat	1965	50	0	5	0
	1966	27	0	8	0
Projet	1977	25	25	18	25
Maradi	1981	18	25	18	23
CPR	1982	25	25	13	7
	1983	13	7	13	7
	1984	25	25	6	4
UNICEF	1999/2000	0	25	0	25
ADF	1999/2000	45	0	10	9

Magami n'a pas connu des intervenants étatiques en matière d'alphabétisation comme Jiratawa. Néanmoins l'UNICEF a permis la formation de jeunes filles et de femmes de 1989 jusqu'en 1999. La procédure était de recruter un groupe de 18 filles à qui on apprenait non seulement à lire, à écrire mais aussi les soins aux enfants ainsi que l'hygiène dans les différentes activités de reproduction ; actuellement deux instructrices d'alphabétisation sont capables d'enseigner les femmes du village.

Dans les autres deux villages il n'y a pas eu de cours d'alphabétisation en 1999. A Dan Kullu, le directeur d'école a adressé une requête auprès du gouvernement pour une formation d'alphabétisation des adultes. Cette demande est restée lettre morte. A Sharken Hausa les cours d'alphabétisation ont commencé en 1985. En 1996, la femme

du Directeur d'école a été formée dans le cadre de l'alphabétisation et de la couture et une autre femme du village ont été formées à Mayahi mais dans les deux cas sans suite. Cependant, tous les membres du comité de gestion de l'AEP sont des alphabétisés.

Dans les deux villages, l'alphabétisation était perçue par beaucoup comme une perte de temps et souvent les projets ont dû accompagner les cours d'alphabétisation avec des mesures incitatives comme le crédit, le foyer féminin. La perte de temps se comprend facilement si on sait qu'il n'existe pas de politique post alphabétisation qui permettrait de mettre en pratique les connaissances acquises. Les villageois sont unanimes que c'est à défaut de l'école publique qu'on pense à l'alphabétisation car selon eux l'alphabétisation a toujours concerné les non scolarisés. A ce titre elle semble être un enseignement secondaire.

Mais il y en a d'autres qui perçoivent les bénéfices de l'alphabétisation. Les personnes alphabétisées des villages ont l'espoir de travailler en tant que ressources locales avec les futurs projets. A Magami, en 1999, une ancienne élève (niveau 4è) forme les femmes au niveau du village. Elle est rémunérée par l'UNICEF. Les hommes ont aussi reçu la formation en alphabétisation. Certains (quatre au moins) qui l'ont reçu sont des instructeurs alpha dans les villages voisins. Deux autres instructeurs ont formé respectivement 50 et 70 enfants du village de Magami (plus que le nombre en école – Tableau 4). L'un est actuellement manœuvre au Centre de Santé du village.

L'alphabétisation et l'école coranique se complètent, mais, la primauté est accordée à l'école religieuse. En effet, l'abondance des écrits religieux en hausa a fait de l'alphabétisation un enseignement complémentaire de l'école religieuse car ceux qui savent lire et écrire en hausa peuvent réparer leurs prières et acquérir des connaissances en Islam sans consulter un chef religieux.

L'alphabétisation a aussi favorisé les échanges, à travers les correspondances et le *wayen kay* « l'éveil d'esprit » des apprenants qui peuvent aisément sortir du village et même du pays car ils peuvent plus facilement s'orienter et s'adapter, par exemple, au nord du Nigeria où la langue hausa est aussi la langue maternelle, la langue des journaux et TV, des avertissements, etc.

### **3.8 Evolution dans les modes d'accès aux informations**

L'information est véhiculée dans les villages par :

- les jeunes qui pratiquent l'exode rural vers des centres urbains ;
- les intervenants extérieurs à travers les projets et programmes de développement rural ;
- les services étatiques, à travers l'éducation moderne, la santé, l'agriculture, l'élevage et l'environnement, soit des canaux d'informations qui œuvrent à l'amélioration de la gestion collective de l'environnement au sens large ;
- la radio diffuse des messages relatifs à l'hygiène et à l'agriculture par exemple ;
- La projection informelle de films vidéo à l'aide d'un groupe électrogène à Sharken Hausa et à Jiratawa depuis l'électrification du village est une activité récente et date de 1999.

Même dans ce cadre la tendance est vers l'exclusion des femmes et des filles de

l'information du fait du nombre réduit des femmes employées comme agents de développement et des canaux d'information qui ne leur sont pas toujours accessibles. Les femmes ont souvent l'information de second ordre, celle livrée par les hommes qui sont considérés comme étant les premiers concernés en matière de gestion de l'environnement. La tentative à impliquer des femmes au développement n'a pas favorisé ou engendré des modifications notables dans leur accès à l'information.

Dans l'ensemble, l'école primaire n'est pas considérée comme un canal d'informations du fait de son contenu et du rôle joué par les élèves dans la société. Par contre les agents de l'état (enseignants et autres) et leurs épouses sont porteurs d'innovations :

- Un enseignant à Sharken Hausa donne des conseils agricoles aux paysans, son épouse apprend aux femmes à broder et à tricoter ;
- à Magami, les épouses des enseignants ont appris aux femmes du village à préparer des friandises (toffees, gâteaux de sésame) et à tricoter ; les agents du centre de santé ont conseillé à leur manœuvre (celui qui est aussi instructeur d'alphabétisation) de financer les études de son enfant (unique lycéen du village) dans un lycée privé à Maradi.

Les jeunes qui rentrent de l'exode ne sont pas porteurs d'innovations en matière de gestion de l'environnement. Par contre ils influencent beaucoup la mode vestimentaire, les habitudes alimentaires, la pratique de l'islam dans les villages ; ils introduisent de façon significative des postes radios et aussi des vélos qui facilitent l'accès à l'information.

Au niveau local, des leaders villageois facilitent l'adoption des innovations introduites par les projets. En outre, des changements directement liés à l'environnement immédiat engendrent des solutions locales.

### **3.9 Conclusion**

On peut bien voir que les villageois évaluent l'éducation fournie par les institutions par son utilité soit pour le travail, soit pour sa contribution à l'*ilimi*. Est-ce qu'il peut amener à un salaire bien payé ou un haut statut social comme marabout ? Est-ce qu'il peut donner le savoir et le savoir-faire qui permet à un homme de réussir dans ses affaires et gagner le respect de ses voisins ? Les écoles de l'Etat sont jugées par leur succès à former des cadres. Elles n'ont pas fait, au mieux, que maintenir depuis vingt ans la proportion d'une population croissante qui y assiste : elles n'ont pas convaincu la majorité de la valeur de l'éducation qu'elles offrent. Mêmes pour les études coraniques, évalués par leur contribution à l'*ilimi* et l'*hankali*, il apparaît qu'elles restent plus importantes à Jiratawa, où les enfants peuvent poursuivre les études avancées à Maradi, que dans les autres villages. L'alphabétisation en hausa commence à gagner plus d'adhérents, parce qu'elle est utile pour ceux qui veulent voyager au Nigeria, ou étudier les livres religieux ou faire parti des comités de gestion. Les efforts de plusieurs organisations de favoriser l'éducation des femmes ont souffert de la tradition de mariage précoce, et, pour l'alphabétisation, du manque d'accès à des informations utiles pour les femmes en langue hausa en Niger.

#### 4 EVOLUTION DES ACTIVITES COMMUNAUTAIRES

Dans les années 50, l'exploitation des champs collectifs villageois était imposée par l'administration coloniale aux villageois pour la constitution du grenier de réserve. A partir de 1975, la *samaria est-ce que cela est l'organisation ?* Traditionnelle des jeunes, ? Ici, récupérée par le régime d'alors), a réintroduit l'exploitation de ces champs pour la prise en charge des étrangers du village à savoir les représentants des autorités administratives et coutumières. Elle eut aussi à organiser plusieurs travaux collectifs en matière de salubrité dans le village.

La *gayyia* (travail ensemble en groupes) est pratiquée par les hommes pour les travaux champêtres, la fabrication des briques, la construction des infrastructures communautaires (classes, mosquées, puits...) et par les femmes pour le ramassage des récoltes. Pour les activités agricole, le salariat agricole (*yan barema*) remplace la *gayyia* depuis une dizaine d'années. Cette situation s'explique par la parcellisation des exploitations agricoles, la monétarisation de l'économie, l'effritement de la solidarité inter familiale et l'utilisation des unités de culture attelée. La seule forme de *gayyia* qui persiste est le *mayda haywa* organisé par le gendre pour ses beaux-parents.

Des travaux communautaires sont toujours pratiqués autour des infrastructures villageoises ; cette opportunité est saisie par les projets de développement qui en outre, ont instauré un système de cotisation comme contrepartie financière des villages dans le cadre de l'approche du développement participatif.

#### 5 EVOLUTIONS DES INVESTISSEMENTS VILLAGEOIS

Auparavant, les hommes et les femmes investissaient essentiellement dans l'achat des animaux et dans l'agriculture. Ceci continue, et a été documenté par Hamadou (2000).

Depuis 20 ans, une tendance à la diversification des investissements des hommes et des femmes est observée à travers la spéculation des produits agricoles le plus souvent arachide, niébé et souchets. Ces produits sont pour la plupart produits ou encore achetés avec des revenus agricoles. Il arrive souvent que des commerçants achètent le mil pour le stocker et le revendre plus tard. Le commerce est devenu une activité d'appoint très importante surtout dans les villages proches du Nigeria (Magami et Jiratawa). Le capital provient soit de l'agriculture soit de la vente des animaux ou des petites épargnes des femmes faites à travers les *adashé* ou tontines.

Les femmes et les hommes investissent aussi dans l'achat des champs pour acquérir ou augmenter leur patrimoine foncier ; ce qui leur permet aussi d'avoir un statut social plus important. Pour les femmes c'est le seul moyen d'être propriétaire de terre car la coutume ne leur permet l'accès direct à la terre L'achat ne profite qu'à la seule acquéreuse et ne peut en aucune façon transformer la position sociale des femmes car le champ acheté sera transmis en héritage à ses enfants de sexe masculin. De plus en plus, les champs sont achetés par les commerçants des villages mêmes, ou ceux de Maradi à Jiratawa, de Tchadoua à Magami.

Dans les villages de Magami, Jiratawa et Sharken Hausa, les hommes achètent des parcelles et des maisons construites. A Dan Kullu, malgré sa grande population, le

manque de banco, jusqu'à une période très récente, a retardé cette évolution.

L'investissement social à travers les cérémonies et fêtes garde toute son importance chez les femmes. Le *biki*, (fête organisée lors d'un baptême ou mariage à laquelle des cadeaux en espèces et en nature sont offerts à celle qui fait le *biki*) est pour elles un investissement rentable qui permet de doubler la somme investie (ou offerte aux femmes du réseau lors de leur *biki*). C'est aussi une pratique qui valorise les femmes car, plus grand est le réseau de sociabilité, mieux la femme est positionnée. Les femmes essaient d'élargir leur réseau social en intégrant mutuellement les réseaux d'autres femmes proches. Une tendance existe et consiste à l'organisation de *biki* parallèles pour la même circonstance par les membres féminins de la famille. Tout cela permet aux femmes d'amasser d'importantes sommes et biens qu'elles investissent dans l'élevage, le stockage des produits agricoles (en fonction de la saison) et le petit commerce par la diversification des produits.

Quant au système de tontines, il permet souvent d'organiser un *biki* ou d'acheter un animal ; une femme participe à un groupe de *adashe* pour un objectif bien donné qui détermine souvent son tour.

Les jeunes sont assistés financièrement par les parents dans le cadre :

- du financement de leur départ en exode qu'ils remboursent à leur retour ; ces jeunes se marient et achètent des maisons, des parcelles, des champs et des animaux avec le revenu de l'exode ;
- de l'éducation primaire obligatoire qui n'est pas considérée comme un investissement mais plutôt une possibilité donnée à l'enfant de mieux comprendre le monde environnant ;
- de l'éducation secondaire qui est perçue comme un investissement (par la petite minorité) car les parents attendent de ces enfants une prise en charge future.

L'exode et l'éducation prélèvent directement dans le revenu agricole et pastoral compte tenu du moment (départ en exode, entrée scolaire) de l'investissement qui correspond à la période des récoltes. L'exode quant à lui finance l'activité agricole en retour, le commerce et l'élevage et le mariage en priorité si le jeune migrant est célibataire.

## 6 CONCLUSION

L'hypothèse qui stipule que **l'accroissement de la population contribue aussi à un développement des marchés qui favorise une croissance du secteur non agricole et une diversification des activités non agricoles financées par les revenus agricoles** est ici confirmée par l'analyse des données. L'accroissement de la population est passé de 2,7 % en 1977 à 3,2 % en 1988 et nous avons noté dans tous les quatre villages l'accroissement des activités commerciales et artisanales. Mais il y a aussi de multiples pressions d'ordre climatique, social, économique et des influences extérieures liées à la colonisation et à l'islamisation qui provoquent les changements sociaux. Les contraintes agro-écologiques caractérisées par les cycles de sécheresse sont en partie à la base des grandes évolutions qui ont marqué la vie socio-économique des quatre villages étudiés. La grande famille a presque cessé d'exister, s'éclatant en unités plus

restreintes et plus viables dans le contexte actuel du fait d'une meilleure répartition de la charge économique et de l'autonomie sociale qui favorisent aussi l'émergence des initiatives individuelles.

La prise en compte des femmes comme agents économiques est partiellement due à l'exode masculin. Absent durant toute la période sèche et à la recherche de revenu non agricole, l'homme se trouve dans l'incapacité d'exercer le même type de contrôle sur son épouse à son retour. Une pénurie d'emplois masculins est observée pendant toute la saison sèche. La diversification des activités non agricoles est moins importante chez les hommes qui ne commencent pas encore à exercer les activités rentables de transformation des produits agricoles ou d'artisanat qui sont considérées comme des activités féminines. Dans la société hausa, en dehors de l'agriculture et de l'élevage, les autres activités masculines sont le plus souvent réservées à des castes (boucher, barbier, griot, forgeron...) ou aux hommes âgés (confection de cordes, de nattes...). Et la dévalorisation socioculturelle qui accompagne les activités féminines, les métiers de castes et l'artisanat des vieux empêchent encore aux hommes d'exercer dans ces domaines.

A cause de sa situation socio-économique précaire, l'homme (et surtout celui qui ne peut plus aller en exode) est contraint d'accepter que sa femme exerce des activités économiques et participe à la prise en charge des besoins du ménage. Les modalités de cette participation à la prise en charge des besoins de ménage sont diverses : salariat agricole, petit commerce, utilisation de sa récolte pour la consommation de la famille, entraides sociales. Cette participation de la femme dans le ménage contribue à faire évoluer les rapports de force en sa faveur et oblige la société à reconnaître, même si c'est de manière encore implicite et tacite, le rôle économique qu'elle joue. Mais, l'homme s'accommode-t-il de cette situation qui a tendance à rendre prééminent le statut de la femme acquis par son nouveau rôle au détriment de celui qui lui était assigné? Sur le plan communautaire, les femmes ne jouent de pas de rôle significatif ; elles sont toujours : représentantes des femmes, *tambara...* et exercent des responsabilités collectives sur les autres femmes.

Le contrôle de la sphère publique féminine est double; l'un fait par le chef de ménage qui autorise la participation de la femme, et l'autre par le pouvoir traditionnel.

**« La réussite des activités est basée sur la qualité des informations disponibles (sur la demande des marchés, les prix...) et sur la bonne gestion des entreprises agricoles et non agricoles qui est, elle aussi, tributaire des informations pour pouvoir adapter, changer, choisir parmi les diverses technologies, cultures, etc. du savoir-faire et du jugement pour calculer les coûts, les bénéfices et évaluer les risques »** Sur le plan économique une dynamique nouvelle est actionnée par les projets, la radio, les services techniques de l'Etat, les instituteurs et leurs épouses :

- dans le domaine agricole, l'introduction de nouvelles cultures essentiellement de rente et maraîchères, l'apparition de nouvelles méthodes de culture (les UCA,<sup>1</sup> semences sélectionnées, fumure minérale ) et l'amélioration de la pratique de la forge ;

---

<sup>1</sup> UCA = Unité de culture attelé.



- dans le domaine non agricole, le tricotage, les recettes culinaires, la couture pour les femmes sont autant d'activités générées par ces canaux d'informations. Les échanges culturels à travers l'exode ont favorisé la projection de films vidéo, et ont contribué à dynamisation des activités des réparateurs de radios et de vélos.

L'adoption de la technologie est souvent conditionnée par son coût; en effet, la construction sans bois est restée sans impact du fait de son coût élevé.

L'hypothèse selon laquelle, **« l'information et le jugement peuvent être développés par plusieurs moyens - les écoles publiques, les centres d'apprentissage, la vulgarisation agricole, et aussi les échanges, les écoles coraniques, le travail... qui donnent l'opportunité d'apprendre de nouvelles informations sur les cultures, les technologies appropriées, les marchés »** est confirmée par l'impact des centres d'apprentissage de la forge par le Projet Maradi, et d'apprentissage de la réparation de radios, montres, vélo par CARE International au Niger. La vulgarisation agricole faite par les projets de développement semble avoir eu des impacts qui sont toujours observés dans la pratique culturelle en vigueur.

Par contre le grand investissement étatique dans les écoles publique ne semble pas avoir eu un grand impact. Un nombre en progression significative d'enfants et d'adultes ont fréquenté l'école publique, mais les emplois produits par ce canal d'instruction sont encore faibles dans le milieu rural. Encore aujourd'hui seulement une minorité des garçons, et encore moins des filles, se trouvent à l'école. On doit se demander si le curriculum offert par ces écoles convient bien aux besoins des ruraux, qui semblent le juger avec pragmatisme par les offres d'emploi qu'il peut engendrer.

**« L'accès à l'éducation et à l'information a un coût et les familles pauvres doivent souvent faire un choix pour investir leur petite épargne dans l'éducation, l'agriculture ou les activités non agricoles »**, cette hypothèse est vérifiée car l'éducation publique et coranique impliquent des investissements encore plus ressentis par les parents lorsque celle-ci nécessite un déplacement vers d'autres centres. Les dépenses pour les enfants qui fréquentent les collèges sont importantes et entièrement prises en charge par les parents (nourriture, hébergement), car les allocations trimestrielles de 12 000 F pour le collège (18 000 F pour le lycée) qui devront être versées par l'Etat ne sont plus effectives. Le nombre des enfants du milieu rural diminue de plus en plus dans ces établissements. Au niveau national, le taux brut de scolarisation au collège est passé de 13 % en 1995 et 13,07 % en 1999.

**La fréquentation de l'école publique et de l'école coranique par les enfants correspond aux aspirations des parents et les deux systèmes coexistent dans tous les villages. Le devenir social de l'enfant devant être essentiellement assuré par l'une ou l'autre ou encore par les canaux de l'éducation traditionnelle.** Pour cette hypothèse, l'analyse montre que l'éducation reste dans l'ensemble traditionnelle, du fait de son coût direct et, pour le manque à gagner qu'elle implique en terme de main d'œuvre familiale. Elle n'est pas encore la bonne perspective pour la réussite de l'enfant surtout dans des villages comme Magami où elle n'a toujours pas fait ses preuves en terme de création d'emploi.

## ANNEXE

**Tableau A1 : Informations générales sur les 4 villages échantillon**

Villages	Dan Kullu	Sharken Hausa	Magami	Jiratawa
Arrondissement (densité en 1988)	Mayahi (34,92)	Mayahi (34,92 hab. / km <sup>2</sup> )	Aguié (61,19)	Madarounfa (55,00)
Canton (densité en 1988)	Mayahi (37,42)	Mayahi (37,42)	Aguié (51,44)	Jiratawa (54,54)
Ethnies en présence	Hausa, Peuhl, Kanouri	Hausa, Touareg, Kanouri	Hausa, Peuhl, Touareg	Hausa, Touareg
Population du village	2200	4500	2000	7000
Type d'habitat	Groupé	Groupé	Groupé	Groupé
Type de construction	Paillote, case à toit en paille, banco, semi – dur	Paillote, case à toit en paille, banco, semi – dur	Paillote, banco, semi – dur	Paillote, banco, semi – dur, dur
Nombre d'infrastructures (année de construction)	1 route latéritique (1990)	1 route latéritique (1975)	1 route latéritique (1984)	1 route latéritique (1982)
	1 école (1962)	1 école (1950)	1 école (1979)	1 école (1959)
	1 centre de santé (1999)	1 centre de santé (1994)	1 centre de santé (1979)	1 centre de santé (1997)
	1 centre d'alphabétisation (1995)	1 centre d'alphabétisation (1995)	1 centre d'alphabétisation (1996)	1 nigelec (1998)
	1 service d'élevage (1981)	3 puits cimentés (1964)	1 pharmacie (1989)	1 pharmacie (1992)
	2 puits cimentés (1972)	1 magasin coopératif (1982)	2 puits cimentés (1974)	1 banque d'intrants (1983)
	3 moulins (1998)	1 forage (1992)	1 marché (1849)	1 marché (1849)
	1 magasin coopératif (1984)	1 fontaine (1997)	4 moulins (1984)	Périmètre irrigué (1981)
				2 magasins coopératifs (1983)
				4 moulins (1997)
Intervention de projet ou institution (année)	UNCC (1976), BIT (1990) CARE – BRK (1990)	UNICEF (1993), INSO (1994), FENU (1997), UNICEF (1999), UNDP (1999)	UNICEF (1988)	FAO (1995), ADF (1996), INRAN (1996), UNICEF (1999), UNDO (1999)

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

## RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUES

- CARE INTERNATIONAL (1998) *Evaluation de la sécurité des conditions de vie (HHLS) dans le département de Zinder*. Université d'Arizona/CARE Niger, Niamey.
- GREGOIRE, E. (1980) *Etude socio-économique du village de Gourgae (département de Maradi Niger)*. Université de Bordeaux II.
- GREGOIRE, E. et RAYNAUT, C. (1980) *Présentation générale du département de Maradi*. Université de Bordeaux II.
- HAMADOU, S. (2000) « Politiques nationales et investissement dans les petites exploitations agricoles à Maradi », *Drylands Research Working Paper 33*. Crewkerne, Royaume Uni.
- MIRANDA, E.E. (1980) *Contribution à la connaissance d'une agriculture à différents niveaux de perception : l'exemple de la région de Maradi au Niger*. IRAM/Université de Bordeaux II.
- NICOLAS, G., DOUMESCHE, H. et DAN MOUCHE, M. (1968) « Étude socio-économique de deux villages hausa : enquête en vue d'un aménagement hydro agricole, vallée de Maradi, Niger », *Etudes Nigériennes n °22*. CNRS, Paris/IFAN, Niger.
- RAYNAUT, C. (1980) *Recherches multi-disciplinaires sur la région de Maradi : rapport de synthèse*. Université de Bordeaux II.
- RAYNAUT, C. (1988) *Le développement rural de la région au village : analyser et comprendre la diversité*. Université de Bordeaux II.
- MP, NIGER (1991) *Recensement général de la population, répertoire national des villages du Niger*. Ministère du Plan, Niamey.
- MEF, NIGER (1992) *Recensement général de la population, rapport de synthèse*. Ministère de l'Economie et des Finances, Niamey.
- MEN, NIGER (1999) *Annuaire des statistiques scolaires 1988 /1999*. Ministère de l'Education Nationale, Niamey.
- SUTTER, J.W. (1982) *Peasants, merchant capital and rural differentiation: a Nigerien Hausa case study*. PhD thesis, Cornell University.
- YAMBA, B. (2000) « Evolution des régimes de propriété et d'utilisation des ressources naturelles dans la région de Maradi », *Drylands Research Working Paper 29*. Crewkerne, Royaume Uni.